



Comité conjoint de chasse,  
de pêche et de piégeage  
Hunting, Fishing and Trapping  
Coordinating Committee

**REGISTRE DES DOCUMENTS  
AUXQUELS IL EST FAIT RÉFÉRENCE  
DANS LES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DU CCCPP  
DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020**

\* \* \* \* \*

***DOCUMENTS REFERRED TO  
IN THE MINUTES OF THE HFTCC MEETINGS  
FROM APRIL 1, 2019 TO MARCH 31, 2020***

1080, Côte du Beaver Hall, b. 1420, Montréal (QC) H2Z 1S8

Téléphone : (514) 284-2151 • Télécopieur : (514) 284-0039

[www.cccpp-hftcc.com](http://www.cccpp-hftcc.com)

**OBJET DE LA PUBLICATION**

La présente publication a pour but principal de fournir aux membres copie des documents auxquels il est fait référence dans les procès-verbaux des séances du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage tenues entre le 1<sup>er</sup> avril 2019 et le 31 mars 2020.

\* \* \* \* \*

**PURPOSE OF PUBLICATION**

*This publication is designed to provide members of the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee with copies of documents referred to in the minutes of meetings of the Committee held between April 1, 2019 and March 31, 2020.*

**TABLE DES MATIÈRES / TABLE OF CONTENTS**

**2019-2020**

NUMÉRO	DOCUMENT	
--------	----------	--

**DEUXIÈME TRIMESTRE  
SECOND QUARTER**

<b>IN 19 07 02a</b>	MFFP to CCCPP <b>Subject</b> : Policy on Wildlife Reserves. MFFP au CCCPP <b>Objet</b> : Politique réserves fauniques.
<b>OUT 19 07 03a</b>	CCCPP au MFFP <b>Objet</b> : Droit de préemption no 421.
<b>IN 19 07 04a</b>	Makivik to MSP <b>Subject</b> : Firearms registration act.
<b>IN 19 07 05a</b>	CNG to MSP <b>Subject</b> : Firearm Registration Act.
<b>OUT 07 09a</b>	HFTCC to MFFP <b>Subject</b> : Meeting with Minister Pierre Dufour. CCCPP au MFFP <b>Objet</b> : Rencontre avec le Ministre Pierre Dufour.
<b>IN 19-07-12b</b>	JBACE to MELCC EQA <b>Subject</b> : Regulations of Environment Quality Act. CCEBJ au MELCC EQA <b>Objet</b> : Règlement sur la qualité de l'environnement.
<b>IN 19 07 23a</b>	MFFP à Pourvoirie Cloutier <b>Objet</b> : Permis 10522
<b>IN 19 07 24a</b>	MFFP au CCCPP <b>Objet</b> : Résolutions 18-19 : 23-24.
<b>IN 19 07 30a</b>	HFTCC to ECCC <b>Subject</b> : South Hudson Bay Polar Bear. CCCPP au ECCC <b>Objet</b> : Ours polaire du sud de la Baie d'Hudson.
<b>IN 19 07 31a</b>	Cain Outfitter to HFTCC <b>Subject</b> : Request.
<b>IN 19 08 22a</b>	MFFP au CCCPP <b>Objet</b> : Demande 423.
<b>OUT 19 08 22a</b>	HFTCC to MFFP <b>Objet</b> : <b>Subject</b> : Right of First Refusal 422.
<b>IN 19 08 22b</b>	MFFP au CCCPP <b>Objet</b> : Résolutions 19-20 : 01-02-03-04-07.
<b>IN 19 08 23a</b>	JBACE to ECCC CEAA <b>Subject</b> : Activities federal lands

NUMÉRO	DOCUMENT	
--------	----------	--

	CCEBJ au ECCC CEAA <b>Objet:</b> Commentaires sur activités territoire domanial.	
<b>OUT 19 08 26a</b>	CCCPP au MFFP <b>Objet:</b> Résolution 19-20 : 09 saumon atlantique.	
<b>IN 19 08 28a</b>	MFFP to Cain Outfitter <b>Subject:</b> Request MFFP à Pourvoirie Cain <b>Objet :</b> Demande.	
<b>IN 19 09 09a</b>	GN to ECCC <b>Subject:</b> Polar bear South Hudson Bay Cites	
<b>IN 19 09 13a</b>	Quebec Party to Chairperson <b>Subject :</b> Kangiqsujuaq meeting. Délégation du Québec à la présidente <b>Objet :</b> Réunion à Kangiqsujuaq.	
<b>IN 19 09 16a</b>	Makivik to ECCC <b>Subject:</b> Polar Bear South Hudson Bay Cites.	
<b>OUT 19 09 20a</b>	CCCPP au MFFP <b>Objet :</b> Résolution 19-20 : 12 no 423.	



Gouvernement du Québec  
Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue  
et de la région du Nord-du-Québec  
Député d'Abitibi-Est

Québec, le 2 juillet 2019

Monsieur Miles Smart  
Secrétaire exécutif  
Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage  
1080, côte du Beaver Hall, bureau 1420  
Montréal (Québec) H2Z 1S8

Monsieur le Secrétaire exécutif,

Les réserves fauniques de chasse et de pêche ont pour vocation de conserver et de mettre en valeur la faune du Québec. Elles sont établies et administrées en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. Depuis leur création, le contexte entourant la gestion des réserves fauniques a évolué. C'est dans cette perspective que je vous informe que j'entends produire une Politique québécoise sur les réserves fauniques qui présente la vision du gouvernement du Québec pour ces territoires et en décrit les modes de gestion.

Je souhaite donc consulter le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage sur les orientations de la Politique québécoise sur les réserves fauniques dont l'objectif est d'assurer le respect de la vocation de conservation et de mise en valeur de la faune et d'accessibilité des réserves fauniques. Le projet de politique a également pour but d'apporter des précisions sur la gouvernance des réserves fauniques et de réitérer les rôles environnemental, social et économique qu'elles jouent au Québec. De plus, le projet propose des éléments quant à la conciliation des usages et l'implication des communautés autochtones dans la gestion des réserves fauniques.

Je vous invite à transmettre vos commentaires, **d'ici le 30 août 2019**, à M<sup>me</sup> Isabelle Bergeron à [isabelle.bergeron@mffp.gouv.qc.ca](mailto:isabelle.bergeron@mffp.gouv.qc.ca) ou à :

Madame Isabelle Bergeron  
Direction de la conservation des habitats,  
des affaires législatives et des territoires fauniques  
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
880, chemin Sainte-Foy, bureau 2.40  
Québec (Québec) G1S 4X4

... 2

Si vous souhaitez obtenir des renseignements supplémentaires, je vous invite à communiquer avec M. Étienne Jean-St-Laurent au 418 627-8691, poste 7491.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Secrétaire exécutif, mes salutations distinguées.

Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs,



PIERRE DUFOUR

p. j.

Québec, 2 July 2019

Mr. Miles Smart  
Executive Secretary  
Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee  
1080 Beaver Hall, bureau 1420  
Montréal (Québec) H2Z 1S8

Executive Secretary Miles Smart,

The purpose of hunting and fishing wildlife preserves is to preserve and develop Québec's wildlife. They are established and administered under the *Act respecting the conservation and development of wildlife*. However, the context in which they are managed has changed since they were first created. Accordingly, I am writing to inform you that I intend to produce a Québec Policy on Wildlife Preserves, setting out the Québec Government's vision for these areas and describing the applicable management methods.

I would therefore like to consult the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC) on the orientations of the new policy, the aim of which is to ensure that the wildlife conservation and development function is maintained, along with access to the wildlife preserves. A further aim of the draft policy is to clarify stewardship of the preserves and reiterate the environmental, social and economic roles they play in Québec. In addition, the policy proposes elements relating to reconciliation of uses and the involvement of the Aboriginal communities in managing the wildlife preserves.

I invite you to submit your comments, **no later than August 30, 2019**, either by e-mail to Isabelle Bergeron at [isabelle.bergeron@mffp.gouv.qc.ca](mailto:isabelle.bergeron@mffp.gouv.qc.ca) or by regular mail to:

Isabelle Bergeron  
Direction de la conservation des habitats,  
des affaires législatives et des territoires fauniques  
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
880, Chemin Sainte-Foy, Suite 2.40  
Québec City (Québec) G1S 4X4

If you would like additional information, please contact Étienne Jean-St-Laurent at 418 627-8691, ext. 7491.

Yours sincerely,

PIERRE DUFOUR,  
Minister of Forests, Wildlife and Parks

Encl.





Le 2 juillet 2019

PAR EXPRÈS ET COURRIEL

Monsieur le Ministre Pierre Dufour  
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, A-301  
Québec (Québec) G1H 6R1  
ministre-mffp@mffp.gouv.gc.ca

**Objet : Demande de transfert de pourvoirie n° 421 – Droit de préemption**

Monsieur le Ministre,

Les dispositions de l'alinéa 24.9.7 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois prévoient que le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage vous avise quand la délégation autochtone concernée, crie, inuite ou naskapie, n'informe pas dans le délai stipulé de son intention ou de celle d'un Autochtone désigné d'exercer son droit de préemption sur les demandes de pourvoirie dans les terres de la catégorie III.

La présente vise à vous informer, conformément à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et aux *Règles de procédure administrative régissant les demandes relatives aux pourvoiries dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec*, de l'état de la demande n° 421. Cette demande vise le transfert du permis de pourvoirie n° 10522 de la pourvoirie Les Entreprises Cloutier et Gagnon Ltée. En l'absence d'une décision de la Société Makivik exprimée dans les délais impartis, le droit de préemption des Inuits sur cette demande est maintenant réputé éteint.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le secrétaire exécutif,

Miles Smart

c.c. Mylène Larivière, Conseillère, Société Makivik  
Madeleine Fortin, Sous-ministre associée à la Faune et aux Parcs, MFFP  
Elizabeth Harvey, Directrice, Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec, MFFP  
Lucie Ste-Croix, Sous-ministre associée aux Opérations régionales, MFFP  
Érick Couillard, Conseiller politique, Cabinet du ministre, MFFP  
Démosthène Blasi, Directeur, Bureau du sous-ministre et du secrétariat, MFFP



Montréal, July 4<sup>th</sup>, 2019

Transmitted electronically: [veronyck.fontaine@msp.gouv.qc.ca](mailto:veronyck.fontaine@msp.gouv.qc.ca)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE  
**Att. : Madame Véronyck Fontaine, Secretary General**  
 2525, boulevard Laurier  
 Tour des Laurentides, 5<sup>e</sup> étage  
 Québec (Québec) G1V 2L2

**OBJECT: COMMENTS ON DRAFT REGULATION RESPECTING THE APPLICATION OF THE FIREARMS REGISTRATION ACT (AMENDMENT)**

Madam the Secretary General:

By the present, we wish to submit on behalf of Makivik Corporation (Makivik) comments on the draft regulation respecting the application (amendment) of the Firearms Registration Act (the Draft Regulation). Makivik represents the Nunavik Inuit beneficiaries of the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA), the 1975 treaty to which the Government of Quebec is party and that is of direct significance in the present matter. Almost concurrently to the publication of this Draft Regulation, your department also introduced the Draft Bill 25 under which amendments were sought to the Firearms Registration Act. While Makivik continues to be of the opinion that Nunavik Inuit should have received an exemption from application of the Act, the comments herein are submitted with the minimal intent of obtaining acceptable accommodations in its application. The comments are primarily with regard to the Draft Regulation, but reference to the Draft Bill will also be made where applicable.

In essence, the Draft Regulation proposes modifications to Section 2 of the Regulation. These modifications clarify which elements must be provided in registration applications using the form provided by the Minister of Public Security. A registration application will now require, among others:

- the firearm's make or model and its mechanism only; there is no longer a requirement to provide the barrel length or type. Where this is insufficient to identify the firearm, additional information on the characteristics of the firearm may be requested;
- the main place where the firearm is kept.

... / 2

[www.makivik.org](http://www.makivik.org)

○ **Head Office • Siège social**  
 C.P. 179  
 Kuujuaq QC J0M 1C0  
 Tél. (819) 964-2925  
 Fax (819) 964-2613

○ **Montréal**  
 1111, boul. D<sup>r</sup> Frederik-Phillips 3<sup>e</sup> étage  
 St-Laurent QC H4M 2X6  
 Tél. (514) 745-8880  
 Fax (514) 745-3700

○ **Québec**  
 555, Grand-Allée E.  
 Québec QC G1R 2J5  
 Tél. (418) 522-2224  
 Fax (418) 522-2636

**We welcome the newly introduced reference to the “main” place where the firearm is kept.** This notion will, in the conduct of Nunavik Inuit harvesting rights and ancillary travels in the Territory, enable movement of the firearms in accordance with harvest requirements, without risk of being considered at fault with respect to obligations to declare changes in the information provided for registration purposes.

However, section 2, in its reference to the Form prescribed for registration applications, falls short of proposing practical accommodations that reflect the realities faced by Nunavik Inuit. Specifically, the last paragraph of said section indicates that the *“application must also contain the information necessary to validate the owner’s identity”*, yet the Quebec Firearms Registration Service does not allow the use of the Nunavik Inuit JBNQA Beneficiary Card as an available method for establishing the applicant’s identity. Therefore, the exclusive listing of identity documents referenced at the form is of difficult application for Nunavik Inuit beneficiaries, as most do not possess any of them. For those who do, the documents are normally valid without photo and of little value for establishing identity. The list of eligible documents includes the certificate of Indian Status. Because Nunavik Inuit do not receive this certificate, we are requesting that parity be enacted by adding the Nunavik Inuit JBNQA beneficiary card to the list. The beneficiary card provides for personal information (complete name, date of birth, community of affiliation, unique beneficiary number) and bears a picture of the card holder. We consider that the inclusion of the beneficiary card as an eligible document for identity establishment will facilitate the registration of firearms by Nunavik Inuit beneficiaries.

- **Makivik requests that the Nunavik Inuit Beneficiary Card be added as an eligible identification document for the purpose of filling the prescribed Form for registration applications.**

We furthermore note that the Draft regulation states that the *“measures proposed (...) have no significant impact on enterprises, including small and medium-sized businesses”*. A similar analysis, for the Draft regulation or for the Draft Bill itself, with respect to Indigenous rights in general, and JBNQA rights and privileges in particular, would have been warranted. Such analysis would be all the more relevant, considering the delays (Section 5) and obligations (Section 8) for notification that are provided for in the Regulation and which, in reference to the law, imply seizure or penal consequences, the latter in the form of an offence liable to fines ranging from \$500 to \$5,000 in the case of a natural person. **We maintain that this possibility infringes upon the harvesting rights afforded to Nunavik Inuit under Section 24 of the JBNQA.** Our detailed comments on this important topic are to be offered under the Draft Bill revision process.

July 4, 2019

3 | Page 3

---

We trust that the present comments will be duly received by your department, and that accommodations will be proposed as required. We look forward to hearing from you in that respect and remain, in the meantime,

Sincerely yours,

**FOR MAKIVIK CORPORATION**



Adamie Delisle-Alaku, Vice-President  
Department of Environment, Wildlife and Research  
E: [a\\_delisle-alaku@makivik.org](mailto:a_delisle-alaku@makivik.org)

C.c.: Miles Smart, Executive Secretary, HFTCC ([m.smart@cccpp-hftcc.com](mailto:m.smart@cccpp-hftcc.com))

Michael Gordon, Director General, KRG ([mgordon@krq.ca](mailto:mgordon@krq.ca))

Marc Foisy, et Alexandre Mathieu, SAA ([marc.foisy@mce.gouv.qc.ca](mailto:marc.foisy@mce.gouv.qc.ca); [alexandre.mathieu@mce.gouv.qc.ca](mailto:alexandre.mathieu@mce.gouv.qc.ca))



·Δσ·VjΔɔɔɔɔɔɔ ɔ"ɔɔɔɔɔɔɔɔ ɔ ɔɔɔɔɔɔɔ (Δɔɔɔɔ ɔɔɔɔ)  
Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)  
Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

Δɔɔ/Δɔɔɔɔ ɔɔɔɔɔɔɔ  
Cree Nation Government  
Gouvernement de la Nation Crie



G. C. C. E. I.  
est. 1974

C. N. G.  
G. N. C.  
est. 1978

**BY EMAIL/BY MAIL:** veronyck.fontaine@msp.gouv.qc.ca

July 5, 2019

Madame Véronyck Fontaine, Secrétaire-générale  
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)  
2525, boulevard Laurier, 5ième étage  
Tour Laurentides  
Québec (Québec) G1V 2L2

**Re: Draft Regulation to amend the Regulation respecting the application of the Firearms Registration Act (Draft Regulation)**

Dear Madame Fontaine:

The publication of the Draft Regulation in the Gazette officielle du Québec on May 22, 2019 and the introduction in the National Assembly of Bill 25 (2019), An Act to amend mainly the Firearms Registration Act (**Bill 25**), both took place without adequate consultation of the Cree Nation of Eeyou Istchee, as required by the constitutional obligations of the Government of Québec and in view of Section 24 of our treaty, the James Bay and Northern Quebec Agreement of 1975 (**JBNQA**).

We must also express our surprise and dismay that Bill 25 was introduced on the very day that we were meeting with MSP regarding these matters, with no prior notice or consultation with respect thereto.

These events compel us to reiterate our serious concerns regarding the Firearms Registration Act (**Act**) and the Regulation respecting the application of the Firearms Registration Act (**Regulation**).

The seizure and confiscation of firearms of Cree beneficiaries in Eeyou Istchee pursuant to the above legislation are unacceptable, as they contravene Cree hunting rights protected by Section 24 of the JBNQA treaty.



G. C. C. E. I.  
est. 1974

Madame Véronyck Fontaine  
July 5, 2019  
Page 2



C. N. G.  
G. N. C.  
est. 1978

Cree hunting rights under the JBNQA treaty are of fundamental importance to the traditional Cree way of life, and are protected by sections 35 and 52 of the Constitution Act, 1982, as well as by special Québec legislation, the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.

The seizure and confiscation of firearms of Cree subsistence hunters in the JBNQA Territory, pursuant to the Act, interfere unreasonably with their exercise of these rights, and go well beyond the level of minimal impairment stipulated by the JBNQA treaty for regulatory measures.

The Act and Regulation must therefore be amended, simultaneously, to provide for seizure exemptions for Cree beneficiaries. The amendment of the Act and Regulation cannot be considered in isolation: Section 1 of the Act provides for exemptions, while specific terms and conditions of these exemptions are set out in the Regulation.

The introduction of Bill 25 and the Draft Regulation provide an important opportunity to amend the Act and Regulation with respect to required exemptions from seizure for Cree beneficiaries in Eeyou Istchee. Changes to the Draft Regulation and to Bill 25 could resolve these important treaty issues.

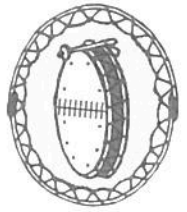
As a result, we will seek to participate in the parliamentary committee hearings on Bill 25 in August 2019, to propose specific changes to both the Act and the Regulation. In our view, a minor amendment of section 1 of the Act would permit the required exemptions for Cree beneficiaries to be set out in an amended version of the Regulation.

This is therefore to request that the Government of Quebec delay adopting the Draft Regulation until appropriate Nation-to-Nation consultations have been held with the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)/Cree Nation Government on these matters, including amendment of the Act and Regulation pursuant to Bill 25 and the Draft Regulation.



G. C. C. E. I.  
est. 1974

Madame Véronyck Fontaine  
July 5, 2019  
Page 3



C. N. G.  
G. N. C.  
est. 1978

Thank you in advance for your attention to this matter. Please communicate with Melissa Saganash, Director of Cree-Quebec Relations, at [melissa.saganash@cngov.ca](mailto:melissa.saganash@cngov.ca) or (514) 249-8598, if you require further information in relation to the above.

Sincerely,

Bill Namagoose,  
Executive Director

cc: Dr. Abel Bosum, Grand Chief/Chairman, GCC(EI)/Cree Nation Government  
Madame Geneviève Guilbault, Ministre de la Sécurité publique  
Madame Sylvie D'Amours, Ministre responsable des Affaires autochtones  
✓ Ms. Mandy Gull, Chairperson, Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee  
Madame Liette Larrivée, Sous-ministre au ministère de la Sécurité publique  
Madame Marie-José Thomas, Secrétaire générale associée, Secrétariat aux affaires autochtones  
Mr. Fred Tomatuk, President, Cree Trappers' Association

[Traduction de courtoisie]

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE/PAR LA POSTE:

[veronyck.fontaine@msp.gouv.qc.ca](mailto:veronyck.fontaine@msp.gouv.qc.ca)

5 juillet 2019

Madame Véronyck Fontaine, Secrétaire-générale

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)**

2525, boulevard Laurier, 5<sup>ième</sup> étage

Tour Laurentides

Québec (Québec) G1V 2L2

**Objet:** *Projet de Règlement modifiant le Règlement d'application de la loi sur l'immatriculation des armes à feu (Projet de règlement)*

---

Madame Fontaine:

La publication, le 22 mai 2019, du Projet de règlement dans la *Gazette officielle du Québec* et la présentation à l'Assemblée nationale du Projet de loi 25 (2019), *Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (Projet de loi 25)*, ont toutes deux eu lieu sans consultation adéquate de la Nation crie d'Eeyou Istchee, tel que requis par les obligations constitutionnelles du gouvernement du Québec et à la lumière du chapitre 24 de notre traité, la *Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ)*.

Nous devons également exprimer notre surprise et notre consternation que le Projet de loi 25 ait été déposé le jour même de notre rencontre avec le MSP concernant ce dossier, sans préavis ni consultation préalable à cet égard.

Ces événements nous obligent à réitérer nos sérieuses préoccupations à l'égard de la *Loi sur l'immatriculation des armes à feu (Loi)* et du *Règlement d'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu (Règlement)*.



La saisie et la confiscation des armes à feu des bénéficiaires cris dans le territoire d'Eeyou Istchee en vertu de la législation précitée sont inacceptables, car elles contreviennent aux droits de chasse cris protégés par le chapitre 24 de la CBJNQ.

Les droits de chasse cris en vertu du traité de la CBJNQ revêtent une importance fondamentale pour le mode de vie traditionnel des Cris, et sont protégés par les articles 35 et 52 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, de même que par une loi spéciale du Québec, la *Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois*.

La saisie et la confiscation des armes à feu des chasseurs cris pratiquant la chasse à des fins de subsistance dans le territoire de la CBJNQ, en vertu de la Loi, entravent de manière déraisonnable l'exercice de ces droits et vont bien au-delà du niveau d'atteinte minimale prévu par la CBJNQ pour les mesures règlementaires.

La Loi et le Règlement doivent donc être modifiés simultanément pour prévoir des exemptions de saisie pour les bénéficiaires cris. La modification de la Loi et la modification du Règlement ne peuvent être considérées séparément: L'article 1 de la Loi prévoit des exemptions, tandis que les modalités précises de ces exemptions sont énoncées dans le Règlement.

La présentation du Projet de loi 25 et le Projet de règlement offrent une opportunité importante de modifier la Loi et le Règlement en ce qui concerne les exemptions de saisie requises pour les bénéficiaires cris dans le territoire d'Eeyou Istchee. Des changements au Projet de règlement et au Projet de loi 25 pourraient résoudre ces importantes questions liées au traité.

Par conséquent, nous chercherons à participer aux auditions de la commission parlementaire sur le Projet de loi 25 en août 2019, afin de proposer des modifications précises à la Loi et au Règlement. À notre avis, une modification mineure à l'article 1 de la Loi permettrait que les exemptions requises pour les bénéficiaires cris soient énoncées dans une version modifiée du Règlement.

La présente vise donc à demander à ce que le gouvernement du Québec retarde l'adoption du Projet de règlement jusqu'à ce que des discussions appropriées de nation à nation aient eu lieu avec le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)/Gouvernement de

la nation crie à l'égard de ces sujets, y compris en ce qui a trait aux modifications à la Loi et au Règlement en vertu du Projet de loi 25 et du Projet de règlement.

Nous vous remercions d'avance de l'attention que vous porterez à cette question. Veuillez communiquer avec Melissa Saganash, directrice des relations Cris-Québec, au [melissa.saganash@cngov.ca](mailto:melissa.saganash@cngov.ca) ou au (514) 249-8598, si vous souhaitez obtenir davantage d'information en lien avec ce qui précède.

Cordialement,

Bill Namagoose  
Directeur exécutif

cc: Dr Abel Bosum, Grand Chef/Président, GCC(EI)/Gouvernement de la nation crie  
Madame Geneviève Guilbault, Ministre de la Sécurité publique  
Madame Sylvie D'Amours, Ministre responsable des Affaires autochtones  
Madame Mandy Gull, Présidente, Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage  
Madame Liette Larrivée, Sous-ministre au ministère de la Sécurité publique  
Madame Marie-José Thomas, Secrétaire général associée, Secrétariat aux affaires autochtones  
Monsieur Fred Tomatuk, Président, Association des trappeurs cris



Le 9 novembre 2019

PAR POSTE ET COURRIEL

Monsieur le Ministre Pierre Dufour  
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, A-301  
Québec (Québec) G1H 6R1  
ministre-mffp@mffp.gouv.qc.ca

Monsieur le Ministre,

Je vous remercie pour votre lettre du 14 juin 2019 dans laquelle vous me félicitez pour ma nomination au poste de présidente du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPC). Je suis heureuse de votre engagement à maintenir de bonnes relations et que vous ayez accepté l'invitation du CCCPC à assister à une réunion prochaine. À cet égard, sachez que le CCCPC se réunira les 4 et 5 septembre à Kangiqsujuaq ainsi que les 3 et 4 décembre à Montréal. Le secrétariat du CCCPC fera un suivi auprès de votre adjointe pour convenir des détails de votre présence.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

La présidente,

Mandy Gull



Comité conjoint de chasse,  
de pêche et de piégeage  
Hunting, Fishing and Trapping  
Coordinating Committee

TRANSLATION

July 9, 2019

BY MAIL AND EMAIL

Mr. Pierre Dufour  
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, A-301  
Québec (Québec) G1H 6R1  
ministre-mffp@mffp.gouv.qc.ca

Dear Sir,

This is in reply to your letter sent June 14<sup>th</sup>, 2019, kindly recognizing my nomination as Chair of the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC). I welcome your commitment to maintain sound relations and to attend an upcoming HFTCC meeting. In this regard, be informed that the HFTCC will be meeting September 4<sup>th</sup> & 5<sup>th</sup> in Kangisujuaq and December 3<sup>rd</sup> & 4<sup>th</sup> in Montreal. The Secretariat of the HFTCC will follow-up with your office to arrange the details.

Sincerely,

Mandy Gull  
Chairperson



Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James  
James Bay Advisory Committee on the Environment  
ᐆ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅ ᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅ

[PAR COURRIEL]

12 juillet 2019

## Pierre Baril

Gestionnaire

Équipe dédiée au chantier réglementaire de la modernisation du régime d'autorisation environnementale Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

**Objet: Suivi de la rencontre du 14 juin concernant l'élaboration de règlements pour la mise en œuvre de la Loi sur la qualité de l'environnement révisée (activités à risque négligeable et faible)**

M. Baril,

Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ) est l'interlocuteur officiel et privilégié sur le territoire de la Baie-James pour les gouvernements responsables. Il surveille l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ). Le comité conseille les gouvernements concernant l'élaboration de politiques, de lois et de règlements pouvant affecter l'environnement ou les communautés du Territoire. Il étudie également les mécanismes et le processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux et sociaux pour, entre autres, assurer le respect du statut de participation spéciale des Cris. Enfin, le CCEBJ fournit aux administrations locales des données techniques et scientifiques, des conseils ou de l'assistance technique obtenus des organismes gouvernementaux concernés.

À ce titre, nous souhaitons donner suite à la réunion qui s'est tenue le 14 juin dernier avec vous et les représentants du MELCC concernant l'élaboration de règlements concernant les activités à risque négligeable et faible pour la mise en œuvre de la Loi sur la qualité de l'environnement (ci-après «LQE»). Notez que cette lettre est accompagnée d'un tableau qui comprend des commentaires détaillés sur les activités proposées.

### Mise en œuvre – Notification, participation continue et orientation

Les décideurs locaux et régionaux, incluant le Gouvernement de la nation crie, les utilisateurs des terres et le public doivent être informés de toutes les activités menées sur le Territoire soumis au régime prévu par le chapitre 22 de la CBJNQ préalablement à leur construction. Une déclaration d'activité planifiée devrait être obligatoire pour toutes les activités négligeables et téléchargées dans le registre envisagé. Celle-ci devrait être envoyée aux décideurs locaux et régionaux pour qu'un échange puisse avoir lieu afin, dans les cas qui le nécessitent, de minimiser les impacts sur les droits et intérêts, comme par exemple les droits prévus au chapitre 24 de la CBJNQ.

Les commentaires et l'implication des communautés du Nord, des gouvernements régionaux et des organisations du Nord sont cruciaux dans l'exercice en cours et *le demeureront* une fois que le ou les règlements seront en vigueur.<sup>1</sup> L'implication continue des communautés et des représentants autochtones sera importante pour s'assurer que toutes les activités n'affectent pas indûment les droits autochtones de récolte de la faune établis dans la CBJNQ.

Du matériel d'orientation s'avèrera important pour la mise en œuvre des règlements.

<sup>1</sup> Le CCEBJ a l'intention de transmettre au MELCC du matériel d'orientation qu'il a produit à ce sujet dans les prochaines semaines à titre d'information.

## **Risque régional – Modulation, connaissances, et précaution**

Le “niveau de risque” des activités devrait être modulé selon les réalités régionales. Plusieurs activités proposées ne sont pas à risque négligeable ou faible dans les régions nordiques (p. ex. agriculture, aquaculture – veuillez consulter le tableau ci-joint pour plus de détails). Les différents niveaux d'encadrement réglementaire applicables aux activités dans différentes régions doivent être clairs pour toutes les parties prenantes.

De plus, il existe d'importantes lacunes dans les connaissances concernant les ressources en eau de surface et souterraines du Territoire, les habitats critiques, les caractéristiques naturelles sensibles ou importantes du paysage, les sites d'importance culturelle, ainsi que les changements et les adaptations potentiels dus aux changements climatiques. Compte tenu de ces importantes lacunes dans les connaissances, certaines activités entreprises dans le territoire peuvent présenter un risque modéré ou élevé.

Malgré cela, les citoyens et les entités locales et régionales du Territoire disposent d'un riche corpus d'informations sur les ressources, les habitats et les caractéristiques du Territoire. Le CCEBJ encourage donc le MELCC à s'associer aux entités provinciales, locales et régionales compétentes pour lancer un programme visant à combler ces lacunes le plus rapidement possible. Une fois que la connaissance du Territoire se sera améliorée, les conditions pour des activités spécifiques dans certaines zones sensibles pourront être ajoutées à la réglementation. Cependant, jusqu'à ce moment-là, le ministère doit prendre des mesures de *précaution* et le ‘niveau de risque’ lié aux activités doit être modulé en conséquence lorsqu'il est réalisé dans les régions nordiques.

## **Conditions supplémentaires pour les espèces réservées**

Certaines espèces fauniques sont réservées à la récolte exclusive par les Cris conformément au chapitre 24 de la CBJNQ (voir la liste à l'annexe 2). Dans le contexte du Territoire de la Baie-James, nous suggérons que les conditions communes pour les activités à risque négligeable et faible stipulent que « ... les activités ne doivent pas être susceptibles de détruire ou de nuire aux habitats requis par les espèces fauniques réservées aux Cris ».

## **Accès à l'information – Registre et notification**

Nous supportons le développement du registre. En tant qu'outil de notification, il doit être facile à naviguer. Les utilisateurs devraient également avoir un moyen de recevoir des courriels automatiques une fois les activités déclarées ou une déclaration de conformité soient rendus selon des préférences qu'ils peuvent définir eux-mêmes à la lumière de leurs propres besoins et préoccupations (p. ex. par communauté, par région, par type d'activité, par type de déclaration, par secteur). Le registre devrait également inclure des orientations claires sur la navigation et comment définir de telles préférences.

Le registre devra également inclure des informations claires sur les activités et les déclarations, en français et en anglais, afin de faciliter la compréhension.

Pour fournir un moyen additionnel de notification, des copies papier des déclarations d'activité et des déclarations de conformité devront également être envoyées à la ou aux administrations locales responsables des terres sur lesquels les activités doivent se dérouler.

Pour les deux formes de notification, le MELCC devrait s'assurer que les administrations locales soient suffisamment préparées pour gérer lesdites déclarations dès leur réception. Les documents d'orientation susmentionnés devraient inclure des informations sur cet élément clé.

## **Révision du ou des règlements**

Des dispositions devraient être incluses dans les règlements pour permettre leur révision périodique, alors que les lacunes en informations spécifiques aux régions sont comblées et que

l'expérience est acquise. Nous estimons que le premier exercice de révision devrait avoir lieu au plus tard trois ans après la mise en œuvre de la réglementation.

Nous suggérons que tous les exercices de révision prennent en compte les changements climatiques. Nous avons apprécié l'approche actuelle, et nous recommandons que ces exercices adoptent une approche collaborative ou cocréative similaire. Les administrations autochtones, les organisations locales et régionales, les conseils et comités consultatifs et les partenaires de l'industrie devraient être impliqués dans les exercices de révision.

À la lumière de ces suggestions, il sera important que le ministère commence à se préparer tôt pour le premier exercice de révision.

### **Surveillance de la conformité**

Bien que cela ne soit pas spécifique à la rédaction de la réglementation en soi, l'exercice en cours soulève de sérieuses préoccupations en ce qui concerne le contrôle, la conformité et la surveillance des activités dans les régions nordiques et éloignées telles que le Territoire de la Baie-James.

Il sera important que les promoteurs sachent qu'ils sont pleinement responsables de la conformité et que le ministère élabore une stratégie de surveillance de la conformité crédible pour les régions du Nord. Des ressources suffisantes doivent être mobilisées pour ces activités dans les régions nordiques et maintenues au fil du temps.

Veillez noter que des commentaires supplémentaires sont disponibles dans le tableau ci-joint.

Meilleures salutations,

*[ORIGINAL SIGNÉ]*

Melissa Saganash  
Présidente

- c.c. Dr. Abel Bosum, Grand Chef, Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)/Gouvernement de la Nation Crie  
M. Benjamin Patenaude, secrétaire exécutif, Comité consultatif de l'environnement Kativik  
M. Miles Smart, secrétaire exécutif, Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage  
M. Isaac Voyageur, directeur, Service de l'environnement et des travaux correcteurs, Gouvernement de la Nation Crie et Administrateur régional cri, chapitre 22 de la CBJNQ



[BY EMAIL]

July 12, 2019

**Pierre Baril**

Manager

Équipe dédiée au chantier réglementaire de la modernisation du régime d'autorisation environnementale  
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

**Subject: Follow-up to the June 14<sup>th</sup> 2019 meeting regarding the drafting of regulations for the implementation of the *Environment Quality Act* (negligible and low risk activities)**

Mr. Baril,

The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) is the preferential and official advisory forum for responsible governments concerning the James Bay Territory. It is mandated to oversee the administration and management of the environmental and social protection regime set out in Section 22 of the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA). The JBACE advises the governments concerning the formulation of policies, laws and regulations that may affect the environment or the communities in the Territory. It also examines environmental and social impact assessment and review procedures and mechanisms in order to ensure that, among other things, the Cree special status of involvement is respected. The JBACE also provides technical and scientific data, advice, and support to the local administrations as obtained from responsible government bodies.

In this capacity, we wish to follow up on the meeting held with you and MELCC representatives on June 14<sup>th</sup> 2019 regarding the drafting of regulations, covering negligible and low risk activities, for the implementation of the *Environment Quality Act* (hereafter, 'EQA'). Note that this letter is complemented by a separate table that includes detailed comments on the proposed activities.

**Implementation – Notification, continued participation and guidance**

Local and regional decision-makers, including the Cree Nation Government, land users and the public must have a complete understanding of all activities occurring in the territory subject to the regime set out in Section 22 of the JBNQA before they are constructed. Declarations of planned activities should be obligated for negligible activities and uploaded in the envisaged registry. Such Declarations should be shared with local and regional decision-makers in order to ensure, in the situations which require it, that an exchange takes place in order to minimize impacts on rights and interests, for example on rights under Section 24 of the JBNQA.

The input and participation of northern communities, regional governments, and northern organizations is crucial in the current exercise and will remain so once the regulations are in force.<sup>1</sup> The continued implication of Aboriginal communities and representatives will be important to ensure that all activities do not unduly affect Aboriginal wildlife harvesting rights as set out in the JBNQA.

Guidance material will be important for the implementation of the regulations.

---

<sup>1</sup> The JBACE intends to transmit to the MELCC guidance materials that it has produced on the matter in the coming weeks for information purposes.



## **Regional risk – Modulation, knowledge, and precaution**

Activity 'risk levels' should be modulated due to regional realities. Several of the proposed activities are not negligible or low risk in northern regions (e.g. agriculture, aquaculture – please see the attached table for additional details). The different levels of regulatory oversight applicable to activities in different regions must be clear for all stakeholders.

Additionally, there are significant knowledge gaps regarding the Territory's surface and underground water resources, critical habitats, sensitive or important natural landscape features, culturally-important sites, as well as potential changes and adaptations due to climate change. Given these significant knowledge gaps, certain activities undertaken in the Territory may actually be of moderate or high risk.

Despite this, the citizens, local and regional entities in the Territory have a rich corpus of information on the Territory resources, habitats, landscape features. The JBACE thus encourages the MELCC to partner with the relevant provincial, local and regional entities to launch a program to fill these gaps as soon as possible. Once the knowledge of the Territory is improved, conditions for specific activities in certain sensitive areas can be added to the regulations. However, until such time, *precaution* must be exercised by the Ministry and the 'risk level' posed by activities must be modulated accordingly when conducted in northern regions.

## **Additional conditions for reserved species**

Certain species of wildlife are reserved for exclusive harvesting by the Cree per Section 24 of the JBNQA (see schedule 2 of Section 24 for the complete list). In the context of the James Bay Territory we suggest that the common conditions for negligible and low-risk activities stipulate that *"...the activities must not be likely to destroy or cause harm to habitats required by the wildlife species reserved for the Cree."*

## **Access to information – Registry and notification**

We support the development of the registry. As a notification tool, it must be easy to navigate. We feel that users should have a means of receiving automatic emails once activities are declared or a Declaration of Conformity is rendered, based on the preferences that they may define on their own (e.g. by community, by region, by type of activity, by type of declaration, by sector). The registry should provide guidance on how to navigate on it and on how to set such preferences.

The registry must also include activity and declaration-related information in plain-language, and in French and English, to facilitate comprehension.

To provide another means of ensuring notification, hard copies of Declarations of Activities and of Declarations of Conformity should also be sent to the local administration(s) responsible for the lands in which the activities are to occur.

For both forms of notification, the MELCC should ensure that local administrations are adequately prepared to manage the said declarations upon receipt. The above-mentioned guidance materials should include information on this key element.

## **Revision of the regulations**

Provisions should be included in the regulations to allow for their periodic revision as regional-specific knowledge gaps are addressed and as experience is gained. Having said this, we feel that the first revision exercise should occur no later than 3 years following the implementation of the regulations.

We suggest that all revision exercises should include considerations of climate change. We appreciated the current approach, and thus recommend that future revisions should also be undertaken with a similar collaborative or co-creative approach. Aboriginal administrations, local and regional organizations, advisory boards and committees and industry partners should be involved in the revisions.

In light of these suggestions, it will be important that the ministry start preparing for the first revision exercise early on.

### **Compliance monitoring**

Although not specific to the drafting of the regulations *per se*, the current exercise raises serious concerns regarding the control, compliance and monitoring of activities in northern and remote regions such as the James Bay Territory.

It will be important that proponents are made aware that they are fully responsible for compliance and that the ministry devise a credible compliance monitoring strategy for northern regions. Sufficient resources must be mobilized for such activities in northern regions and maintained over time.

Please note that additional comments are available in the attached table.

Cordial regards,



Melissa Saganash  
Chairperson

- c.c. Dr. Abel Bosum, Grand Chief, Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) / Cree Nation Government  
Mr. Benjamin Patenaude, Executive Secretary, Kativik Environmental Advisory Committee  
Mr. Miles Smart, Executive Secretary, Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee  
Mr. Isaac Voyageur, Director of Environment and Remedial Works, Cree Nation Government, and Cree Regional Administrator, Section 22 of the JBNQA

RECOMMANDÉ  
RN 259 028 534 CA

Chibougamau, le 23 juillet 2019

Monsieur Jocelyn Hogue  
745, Boulevard Industriel  
Blainville (Québec) J7C 3V3Numéro de permis : 10-522  
N/Réf : demande 421**Objet : Avis favorable pour le transfert du permis 10522 de la pourvoirie « Les  
Entreprise Cloutier et Gagnon ltée » à Monsieur Jocelyn Hogue**

Monsieur,

Par la présente, nous vous informons qu'en vertu de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (RLRQ, chapitre D-13.1) et conformément aux Règles de procédure administrative pour les demandes relatives aux pourvoiries sur ledit territoire, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) consent au transfert du permis de la pourvoirie Les Entreprises Cloutier et Gagnon ltée à Monsieur Jocelyn Hogue.

Le transfert dudit permis pourra être effectué lorsque vous nous aurez transmis tous les documents suivants :

1. Droits exigibles pour le transfert du permis de pourvoirie payables à l'ordre du Ministre des Finances du Québec, au montant de : 37,89 \$.
2. Une copie du bail commercial à des fins d'hébergement dans une pourvoirie sans droits exclusifs émis par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) puisque les installations d'hébergement sont situées sur les terres du domaine de l'État. **Vous devez adresser une demande au Centre de service du MERN pour l'émission d'un bail en faveur de Monsieur Jocelyn Hogue.** Vous trouverez les informations nécessaires aux coordonnées suivantes :

**Centre de service du territoire public**<http://mern.gouv.qc.ca/territoire/formulaires/>

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

5700, 4e Avenue Ouest, bureau E-318

Québec (Québec) G1H 6R1

Téléphone : 1 844 282-8277

Courriel : [droit.terre.publique@mern.gouv.qc.ca](mailto:droit.terre.publique@mern.gouv.qc.ca)

...2

3. Une preuve d'assurance de responsabilité civile d'un minimum de deux (2) millions de dollars incluant le nom de la compagnie, le numéro de la police, la somme prévue de la prestation et la période de validité.
4. Une copie du contrat ou de l'acte de vente intervenu entre les parties et de tout autre document pertinent démontrant que la transaction est finalisée.

Nous vous demandons de transmettre ces documents, dès que possible ou au plus tard, le 14 octobre 2019, à la Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec, à l'attention de Karen Savard, à l'adresse suivante : 951 boul. Hamel, Chibougamau (Québec), G8P 2Z3.

Le présent avis n'a pas pour effet de vous dispenser d'obtenir toute autre autorisation préalablement exigée en vertu d'une loi, d'un règlement du gouvernement provincial ou fédéral ou d'une municipalité. **De plus, cet avis ne peut remplacer ou tenir lieu de permis de pourvoirie.**

Recevez, Monsieur, mes salutations distinguées.

La directrice régionale,



Elizabeth Harvey

EH/AA/ks/ct

- c. c. Mme Carmelle Tremblay, adjointe administrative, Fédération des pourvoiries du Québec  
MM. Alexandre Anctil, Biologiste, Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec, MFFP  
Yves Cloutier, représentant, Les entreprises Cloutier et Gagnon Ltée  
Pierre-Luc Fortin, technicien en foresterie et en gestion du territoire public, Unité de gestion de Chibougamau, MERN  
Miles Smart, secrétaire-trésorière, Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage

Chibougamau, le 24 juillet 2019

Monsieur Miles Smart  
Secrétaire-trésorier  
Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage  
1080, Côte du Beaver Hall, bureau 1420  
Montréal (Québec) H2Z 1S8

**Objet : Suivi des résolutions 18-19:23 et 18-19:24**

Monsieur le Secrétaire-Trésorier,

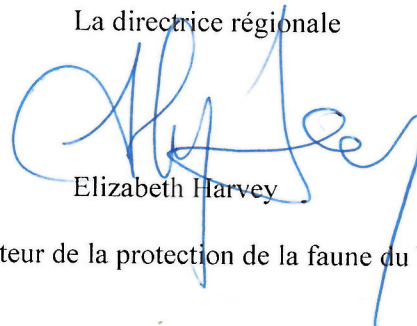
La présente vise à donner suite aux résolutions citées en objet, adoptées à l'unanimité par le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP), lors de sa séance ordinaire, tenue par téléconférence le 28 mars 2019.

À cet effet, le Ministère est satisfait quant à l'acceptation du CCCPP des propositions suivantes :

- Résolution 18-19:23 concernant le contingent commercial de pêche expérimentale d'omble chevalier de M. Charlie T. Watt pour la saison de pêche 2019-2020. Après vérification, je vous informe que le permis de pêche commerciale expérimentale a été délivré par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, aux conditions apparaissant dans la résolution du 12 avril 2019.
- Résolution 18-19:24 concernant le plan de gestion de l'omble de fontaine au Québec 2020-2028. Les préoccupations du CCCPP soulevées dans cette résolution seront considérées dans la gestion et l'établissement d'un réseau de suivi des populations d'ombles de fontaine du Nord-du-Québec qui respecte la diversité des lacs à omble de fontaine de la province, dans le respect des ressources et de la capacité organisationnelle du Ministère.

Veuillez recevoir, Monsieur le Secrétaire-Trésorier, mes cordiales salutations.

La directrice régionale



Elizabeth Harvey

EH/AMB/ct

c. c. M. Guy Belzile, commandant, directeur de la protection de la faune du Nord-du-Québec  
par intérim, MFFP



30 July 2019

Dear jurisdiction for Southern Hudson Bay Management Unit for polar bear,

As you are aware, the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) regulates the trade of species listed on its Appendices, including polar bear. Under CITES, a permit for export of a CITES-listed species such as polar bear should only be issued upon advice from a country's CITES Scientific Authority that the trade will not be detrimental to the survival of the species. This advice is termed a non-detriment finding or NDF. Environment and Climate Change Canada is the lead department responsible for implementation of CITES in Canada. Polar bear has been the subject of several international discussions in CITES. Canada has been advised to apply a cautious approach in relation to management units assessed as declining or data deficient. Thus, Canada's justification of its exports of polar bear must continue to be robust.

Currently, Canada has a positive NDF for all polar bear management units; that is, export of polar bears from Canada is not considered detrimental to the survival of the species because the export is based on sustainable harvest. Information considered in making an NDF includes population status and trend, harvest information, management information, protection, and threats. This information is summarized in our publicly available Standing NDF Report (<https://www.canada.ca/en/environment-climate-change/services/convention-international-trade-endangered-species/non-detriment-findings.html>).

Canada's CITES Scientific Authority is undertaking a review of its NDF for polar bear in Canada, including the Southern Hudson Bay polar bear management unit, and will update its standing NDF report. A possible result of the Scientific Authority review could be a determination that trade in polar bear is detrimental to the survival of the species (a negative NDF), with a restriction placed on international export of polar bear. The CITES Scientific Authority will be considering new information such as the results of the recent aerial survey, Traditional Ecological Knowledge (TEK), past, current and upcoming harvest levels, as well as any additional information furnished by co-management authorities concerning the management regime.

In particular, in order to conduct this review, the CITES Scientific Authority is seeking information on management goal for the Southern Hudson Bay management unit, the population abundance objective, and the associated rationales for the population abundance objective and the total allowable harvest (TAH). As such, the Canadian CITES Scientific Authority is interested in the following:

Abundance: If different from information summarized by the Polar Bear Technical Committee (PBTC) provide abundance estimates that were used in determining the TAH;

Status and trend: Explain how the trend information summarized by PBTC (historic trend, recent trend, TEK assessment, etc.) was considered in determining the TAH;

Management goal and population abundance objective: Explain the TAH in the context of the conservation management goal and/or any other goals. Explain the TAH in the context of any population abundance target and provide information on the timeline and methods to meet the target and monitor outcomes;

Harvest levels and defense of life and property kills: Total number of bears harvested or killed in defense of life and property. If actual numbers are not known, provide estimated numbers and commentary related to reporting; and

Other relevant information: harvest risk assessment, timelines/process for re-evaluation of current TAH, or other information that you consider pertinent to this review.

Please provide this information for the Southern Hudson Bay management unit by 16 September 2019 so that it can be used in our review and evaluation. You may send the information to the CITES Scientific Authority at: [ec.scientificauthority.ec@canada.ca](mailto:ec.scientificauthority.ec@canada.ca).

As the CITES Scientific Authority prepares for and conducts the review of the non-detriment finding for the polar bear, we will provide you with updates on the process, share information, and seek your views on the process and results. Our work will be undertaken in line with the NDF process agreed with jurisdictions for preparation of such reports, including consultation with Inuit representatives and/or communities if necessary. The CITES Scientific Authority would be pleased to arrange a meeting to discuss further the information required, the process, your inputs, and your early views on continued communication and engagement.

Sincerely,



Cecilia Lougheed  
Head, CITES Science / CITES Canada - Scientific Authority  
Canadian Wildlife Service  
Environment and Climate Change Canada / Government of Canada  
[cecilia.lougheed@canada.ca](mailto:cecilia.lougheed@canada.ca) / Tél. : +1-819-938-3961

**Sent by email:** Drikus Gissing (NU), Mary Hennessy (ON), Christie Curley (ON), Danielle St-Pierre (QC), Gordon Blackned (EMRWB), Daniel Shewchuk (NWMB), Salamiva Weetaltuk (NMRWB), Mandy Gull (HFTCC)

**cc by email:** Caryn Smith (NU), Miles Smart (HFTCC), Angela Coxon (EMRWB), Jason Akearok (NWMB), Kaitlin Breton-Honeyman (NMRWB), Stas Olpinski and Gregor Gilbert (Makivik Corporation); Isaac Voyageur and Alan Penn (Cree Nation Government), Paul Irgaut and David Lee (Nunavut Tunngavik Incorporated)



Le 30 juillet 2019

À l'Unité de gestion de l'ours blanc dans le sud de la baie d'Hudson,

Vous n'êtes pas sans savoir que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) régleme le commerce des espèces répertoriées dans ses annexes, notamment l'ours blanc. En vertu de cette convention, on ne peut délivrer un permis d'exportation visant une espèce qui y est inscrite, notamment l'ours blanc, que sur l'avis, donné par l'autorité scientifique de la CITES d'un pays, que le commerce n'est pas préjudiciable à la survie de l'espèce. Cet avis est appelé « avis de commerce non préjudiciable ». Environnement et Changement climatique Canada est l'organisme directeur chargé de l'application de la CITES au Canada. L'ours blanc a fait l'objet de plusieurs discussions internationales qui se sont tenues dans le cadre de la CITES. On a conseillé au Canada de procéder avec prudence relativement aux unités de gestion dans lesquelles l'espèce est estimée être en déclin ou pour lesquelles les données sont insuffisantes. La justification canadienne de l'exportation d'ours blancs doit continuer à être solide.

À l'heure actuelle, l'avis de commerce non préjudiciable qui a été émis pour le Canada est favorable pour l'ensemble des unités de gestion de l'ours blanc; en d'autres termes, l'exportation d'ours blancs depuis le Canada n'est pas jugée être préjudiciable à la survie de l'espèce parce que l'exportation repose sur une récolte durable. Sont pris en compte dans l'établissement d'un avis de commerce non préjudiciable l'état et les tendances démographiques de la population, les renseignements sur les prises, l'information sur la gestion, la protection et les menaces. Cette information est résumée dans notre rapport permanent sur l'avis de commerce non préjudiciable qui est accessible au public (<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/convention-commerce-international-especes-menacees-extinction/avis-commerce-non-prejudiciable.html>).

L'autorité scientifique canadienne de la CITES entreprend un examen de l'avis de commerce non préjudiciable pour l'ours blanc au Canada, notamment celui de l'unité de gestion de l'ours blanc du sud de la baie d'Hudson, et actualisera son rapport permanent d'avis de commerce non préjudiciable. L'examen effectué par l'autorité scientifique pourrait conclure que le commerce de l'ours blanc est préjudiciable à la survie de l'espèce (un avis de commerce non préjudiciable défavorable) et une restriction pourrait être imposée à l'exportation de l'ours blanc. L'autorité scientifique de la CITES tiendra compte de nouveaux renseignements, notamment les résultats du récent inventaire aérien, le savoir écologique traditionnel, le rendement des récoltes passées,



actuelles et futures, ainsi que toute information supplémentaire fournie par les autorités de cogestion au sujet du régime de gestion.

Pour effectuer cet examen, l'autorité scientifique de la CITES est notamment en quête de renseignements sur l'objectif de gestion de l'unité de gestion du sud de la baie d'Hudson, l'objectif en matière d'abondance de la population et les justifications afférentes à l'objectif d'abondance de la population et de la récolte totale autorisée (RTA). L'autorité scientifique canadienne de la CITES s'intéresse donc à ce qui suit :

Abondance : Si l'information est différente de celle qui est résumée par le Comité technique sur l'ours blanc (CTBP), veuillez nous fournir les estimations de l'abondance qui ont été utilisées pour déterminer la RTA;

État et tendance : Expliquez comment l'information sur la tendance qui est résumée par le CTBP (tendance historique, tendance récente, évaluation du savoir écologique traditionnel, etc.) a été prise en compte pour déterminer la RTA;

Objectif de gestion et objectif en matière d'abondance de la population : Expliquez qu'elle est la RTA dans le contexte de l'objectif de gestion en matière de conservation ou de tout autre objectif. Expliquez qu'elle est la RTA dans le contexte de toute cible en matière d'abondance de la population et fournissez de l'information sur le calendrier et les méthodes qui sont suivis pour obtenir la cible et surveiller les résultats;

Rendement de la récolte et nombre d'animaux abattus pour défendre la vie et les biens : Précisez le nombre total d'ours capturés ou tués pour défendre la vie et les biens. Si les chiffres réels sont inconnus, fournissez des chiffres estimatifs et formulez des commentaires sur les rapports;

Autres renseignements pertinents : évaluation des risques afférents à la récolte, échéanciers ou processus de réévaluation de la RTA actuelle, ou autres renseignements que vous jugez pertinents pour cet examen.

Veuillez nous transmettre ces renseignements sur l'unité de gestion du sud de la baie d'Hudson le 15 septembre 2019 au plus tard afin que nous puissions les utiliser dans le cadre de notre examen et de notre évaluation. Vous pouvez envoyer l'information à l'autorité scientifique de la CITES à l'adresse suivante : [ec.scientificauthority.ec@canada.ca](mailto:ec.scientificauthority.ec@canada.ca).

À mesure que l'autorité scientifique de la CITES se prépare à l'examen de l'avis de commerce non préjudiciable de l'ours blanc et l'effectue, nous vous transmettrons des mises à jour sur le processus, échangerons de l'information et vous demanderons de nous faire connaître votre opinion sur le processus et les résultats. Nous entreprendrons les travaux conformément au processus de l'avis de commerce non préjudiciable dont nous sommes convenus avec les administrations pour la préparation de ces rapports, notamment la consultation des représentants inuits ou des collectivités, s'il y a lieu. L'autorité scientifique de la CITES se réjouirait d'organiser une réunion pour discuter davantage des renseignements qui sont nécessaires, du processus, de vos commentaires et de vos premières opinions au sujet de la communication et de l'échange continu.

Veillez agréer l'expression de ma considération distinguée,



Cecilia Lougheed

Chef, CITES Science / CITES Canada – Autorité scientifique

Service canadien de la faune

Environnement et Changement climatique Canada / Gouvernement du Canada

[cecilia.lougheed@canada.ca](mailto:cecilia.lougheed@canada.ca) / Tél. : +1-819-938-3961

**À (par courriel)** : Drikus Gissing (NU), Mary Hennessy (ON), Christie Curley (ON), Danielle St-Pierre (QC), Gordon Blackned (EMRWB), Daniel Shewchuk (NWMB), Salamiva Weetaltuk (NMRWB), Mandy Gull (HFTCC)

**Cc (par courriel)** : Caryn Smith (NU), Miles Smart (HFTCC), Angela Coxon (EMRWB), Jason Akearok (NWMB), Kaitlin Breton-Honeyman (NMRWB), Stas Olpinski et Gregor Gilbert (Makivik Corporation); Isaac Voyageur et Alan Penn (Cree Nation Government), Paul Irgaut et David Lee (Nunavut Tunngavik Incorporated)



**P. O. Box 57  
Tasiujaq, Nunavik  
Quebec, J0M 1T0  
Canada**

**July 31, 2019**

**To:**

Karen Savard  
Technicienne de la faune  
Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Quebec  
Minister des Forets, de la Faune et des Parcs  
951 Boulevard Hamel  
Chibougamu (Quebec) G8P 2Z3  
[Karen.savard@mffp.gouv.qc.ca](mailto:Karen.savard@mffp.gouv.qc.ca)

**From:**

Henry I. Smith  
Special Assistant  
Pourvoirie Johnny and Billy Cain, Inc. (JBCO)  
[hismith@mit.edu](mailto:hismith@mit.edu)

**CC:**

Billy Cain  
Pourvoirie Johnny and Billy Cain, Inc. (JBCO)  
< [billy.cain@live.com](mailto:billy.cain@live.com) >

Pourvoirie Johnny and Billy Cain, inc. (JBCO) is a successful outfitting operation, centered in the Nunavik village of Tasiujaq, fully owned and operated by local Inuit,

Johnny Cain and Billy Cain. JBCO is supported by an informal group of 4 unpaid volunteers, so-called “Friends of Johnny and Billy Cain Outfitters,” which includes myself. My role is to help in relations with the airlines, government ministries, budgeting, accounting and the recruitment of clients. Other volunteers, who live in the Montreal area, help with facility upgrades and the annual shipping of supplies and equipment from Montreal to Tasiujaq.

JBCO has been in operation since 2006 and has steadily grown to an annual revenue of about \$100,000. This Inuit-owned operation is a successor to two earlier corporations centered in the Montreal Region: Les Entreprises Loudrey, which operated in the Tasiujaq region from 1971 to about 1995 when Safari Nordik took over outfitting in Tasiujaq region. Around 2005 the Arqivik Landholding Corporation of Tasiujaq withdrew permission for continuation of Safari Nordik’s operations due to environmental violations. In 2006, JBCO took on the business of outfitting.

At present, JBCO is limited in the section of the Leaf River where it can operate. This is shown in attachment #1. Attachment #2 is 6 pages scanned from a 1991 map showing the sites where Les Entreprises Loudrey, a predecessor of JBCO, operated. Historically, outfitting from Tasiujaq focused primarily on caribou hunting and covered a much larger region than that which is currently available to JBCO.

JBCO’s operations at the Leaf River Estuary lodge run from the last week of June through the first week of August. After that, the Arctic char and salmon migrate into the fresh water of the Leaf River to spawn. In previous years, JBCO obtained revenue from caribou hunting from late August through September. Because caribou hunting has ended, JBCO has decided to expand its outfitting for salmon fishing in the Leaf River from late August through September. For this to be practical it’s important that the section of the Leaf River over which JBCO has permission to operate be expanded.

This letter is to request that JBCO’s permission be expanded to a point in the Leaf river marked as “7” on page 4 of Attachment #2, having coordinates 58 degrees, 18 minutes of latitude; 71degrees, 45 minutes longitude.

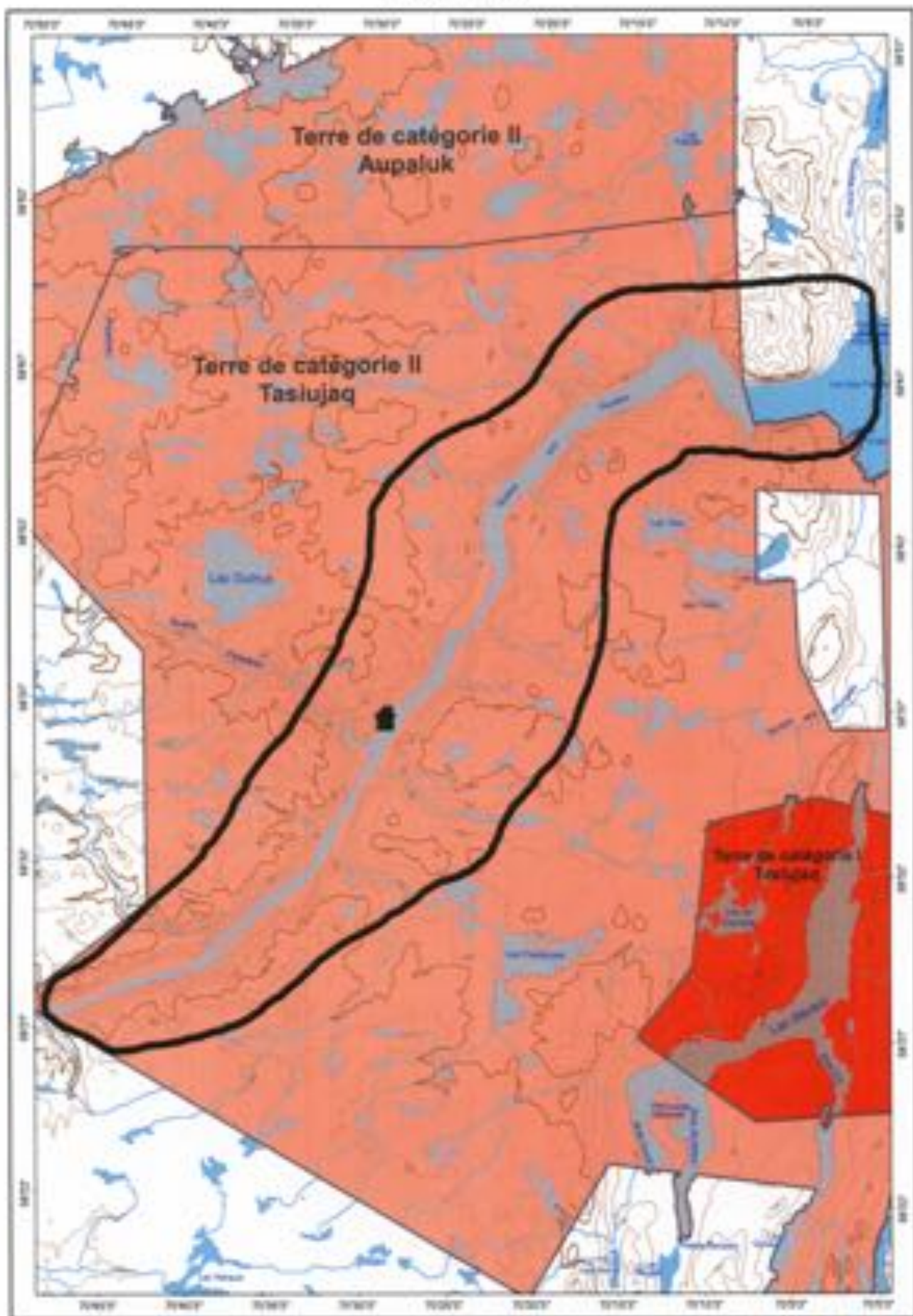
Since 2006, JBCO has paid rental for a section of the Leaf River under lease 207007-00-003. However, in January 2019, via a letter from Pierre-Luc Fortin, of the Ministère de L’Energie et des Ressources naturelles (MERN), the lease was cancelled and the fee, \$334.58, was returned to Johnny Cain. I mention this as evidence that JBCO intended via past payments to keep the larger section of the Leaf River available for outfitting operations. Attachment #3 is the email I sent to Pierre-Luc Fortin, for which I received no response.

Sincerely yours,



Henry I. Smith

# Annexe 1



Plan d'aménagement et de zonage - Labrador-Québec - 1:50,000 - 2011 - 2012 - 2013

**PROPRIÉTAIRE: JOHN WILKINS INC.**  
 No. de référence: 1642  
 No. de cadastre: 01  
 Date de plan: No. des feuilles: 2013-01-01  
 Échelle: 1:50,000  
 Coordonnées géographiques: 67° 30' 00" N, 157° 30' 00" O



**Territoires des aménagements zonés**  
 Zone de catégorie II  
 Zone de catégorie III  
**Voies**  
 Route  
 Chemin  
 Autoroute

**Projection cartographique**  
 Métrique universelle, zone II  
 Échelle: 1 cm = 1 km  
**Éléments**  
 Contour: 1 mètre  
 10 m  
 20 m  
 50 m  
 100 m  
 200 m  
 500 m  
 1 km  
 2 km  
 5 km  
 10 km  
 20 km  
 50 km  
 100 km  
 200 km  
 500 km  
 1000 km



# LEL

LES ENTREPRISES  
LOUDREY INC.

FINGER LAKES LODGE

ᑭᑭᑭᑭᑭ

ᑭᑭᑭᑭᑭ

## POURVOIRIE DES LACS FINGERS



71°30'

15'



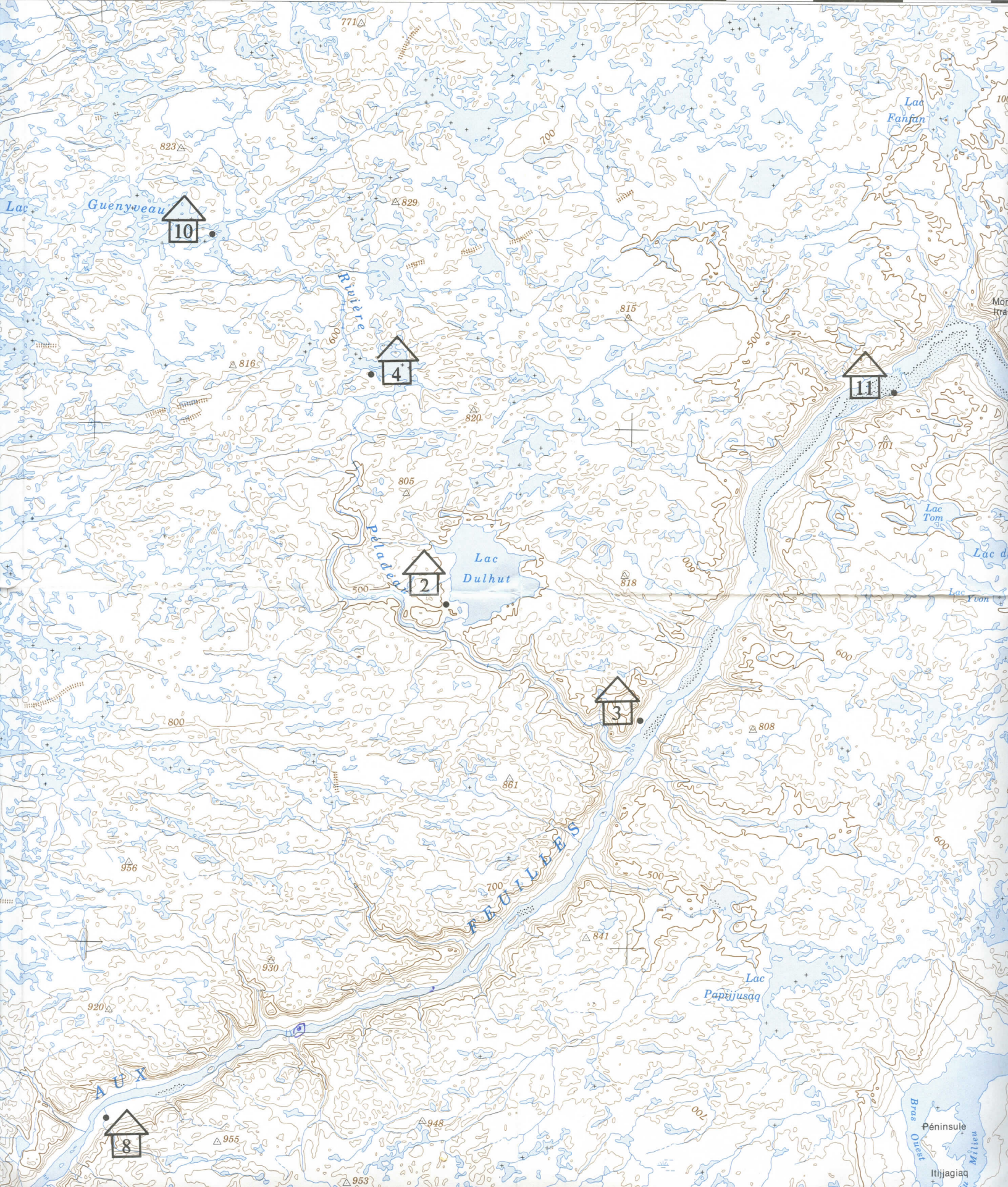
30'

71°00'

45'

30'

15'



10

4

11

2

3

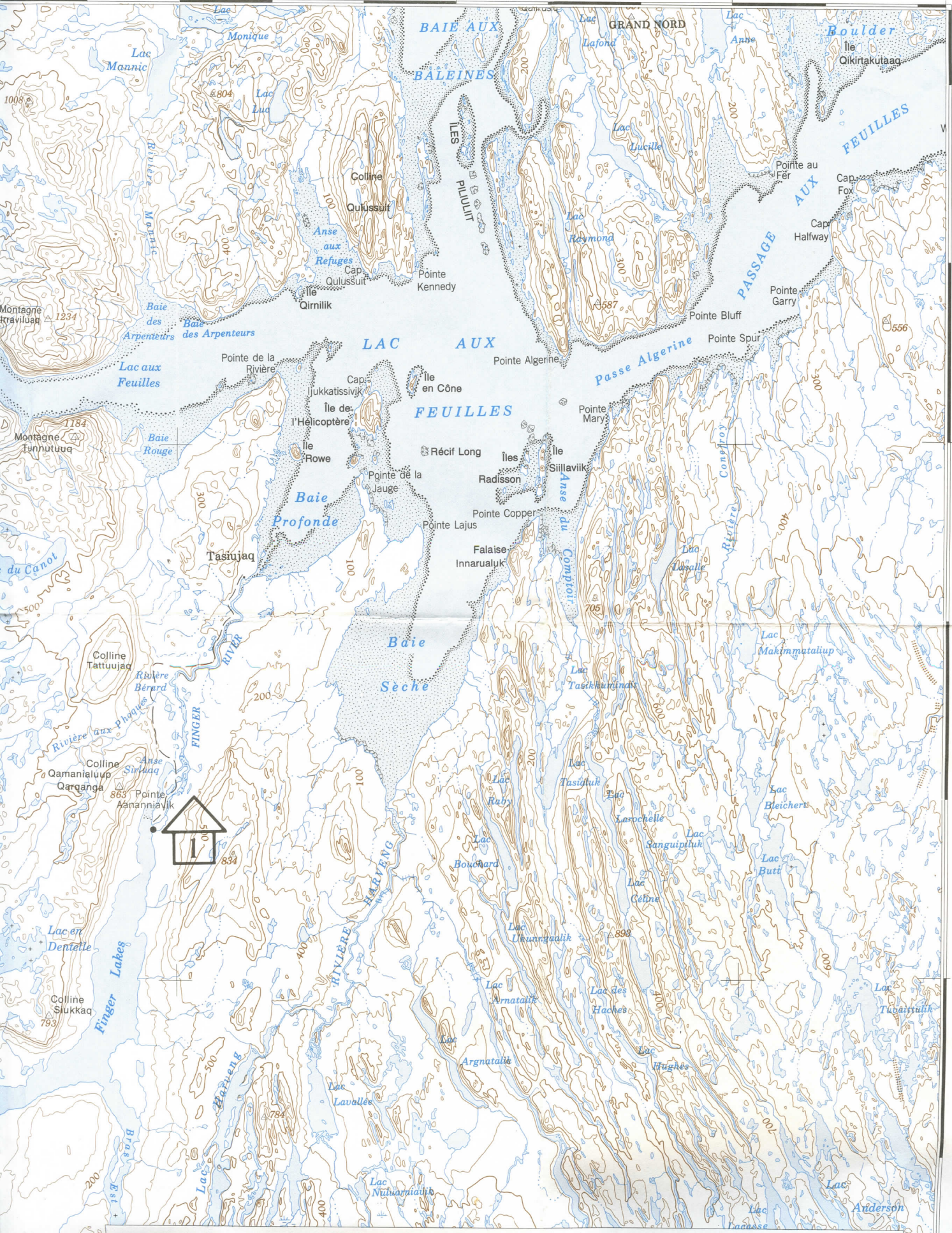
8

Péninsule  
Bras Ouest  
Itijagiaq

70°00'

45'

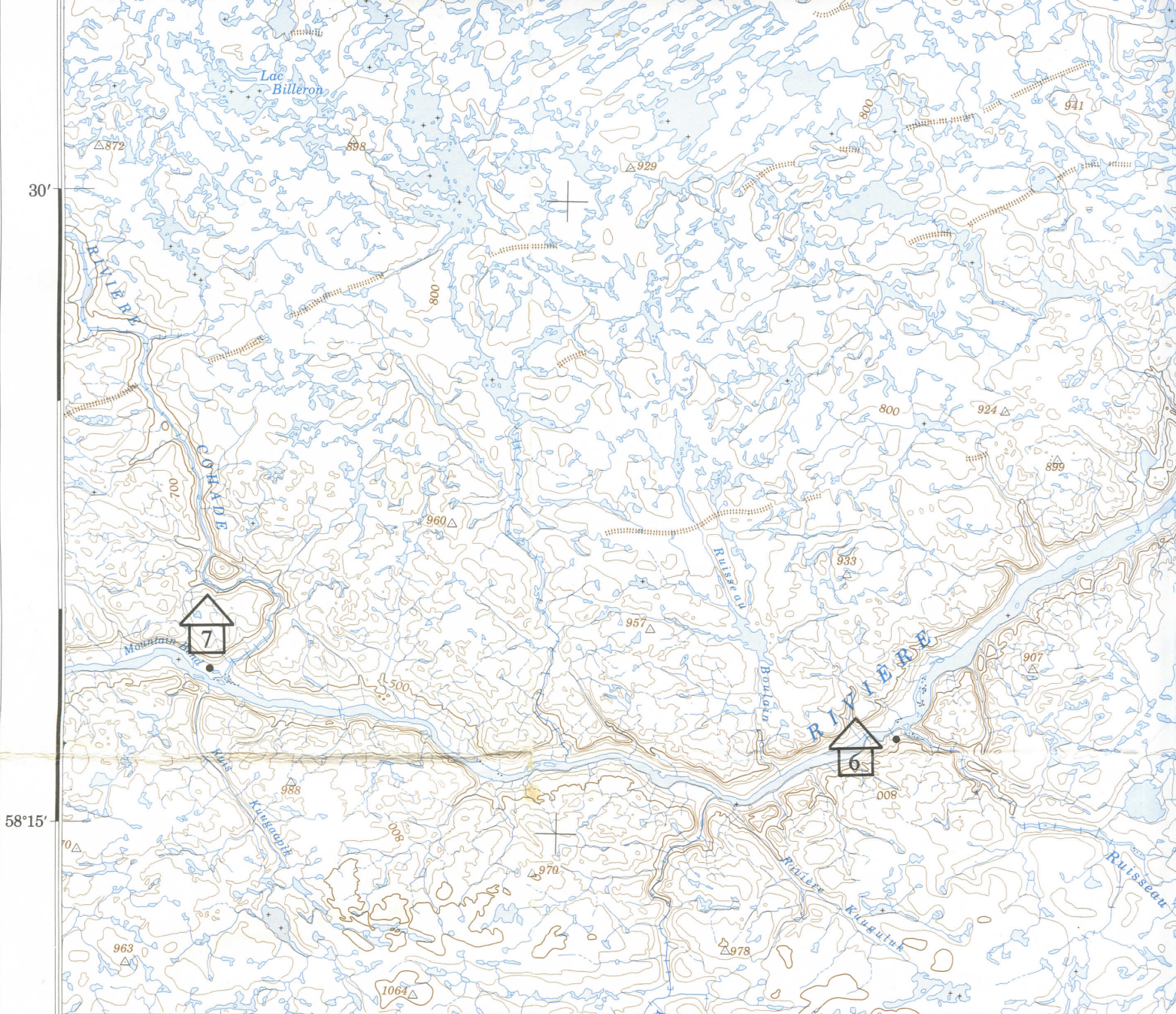
69°30'



45'

30'





**20<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE (1971-**

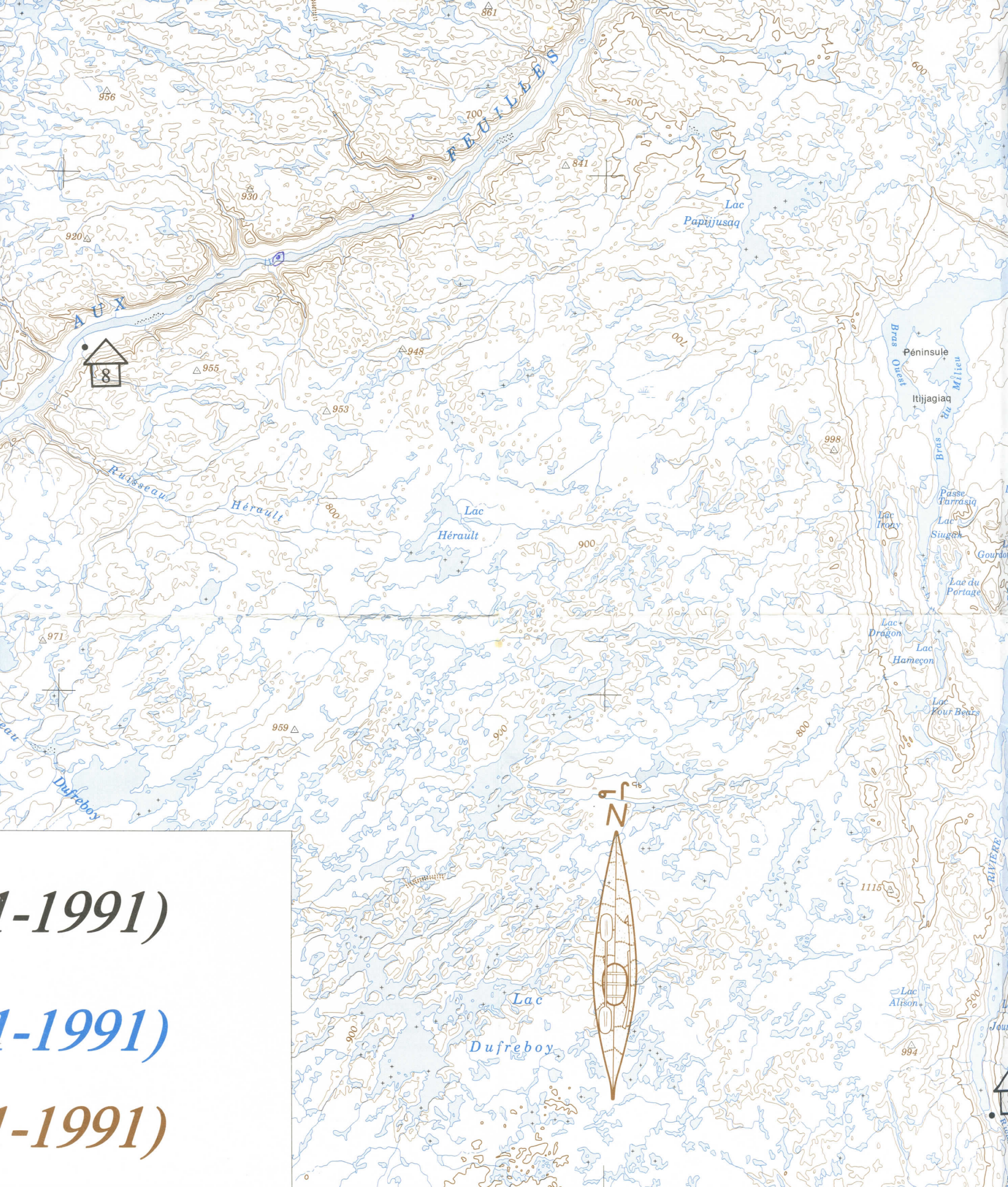
**20<sup>th</sup> ANNIVERSARY (1971-**

**20<sup>th</sup> ANNIVERSARY (1971-**

71°45'

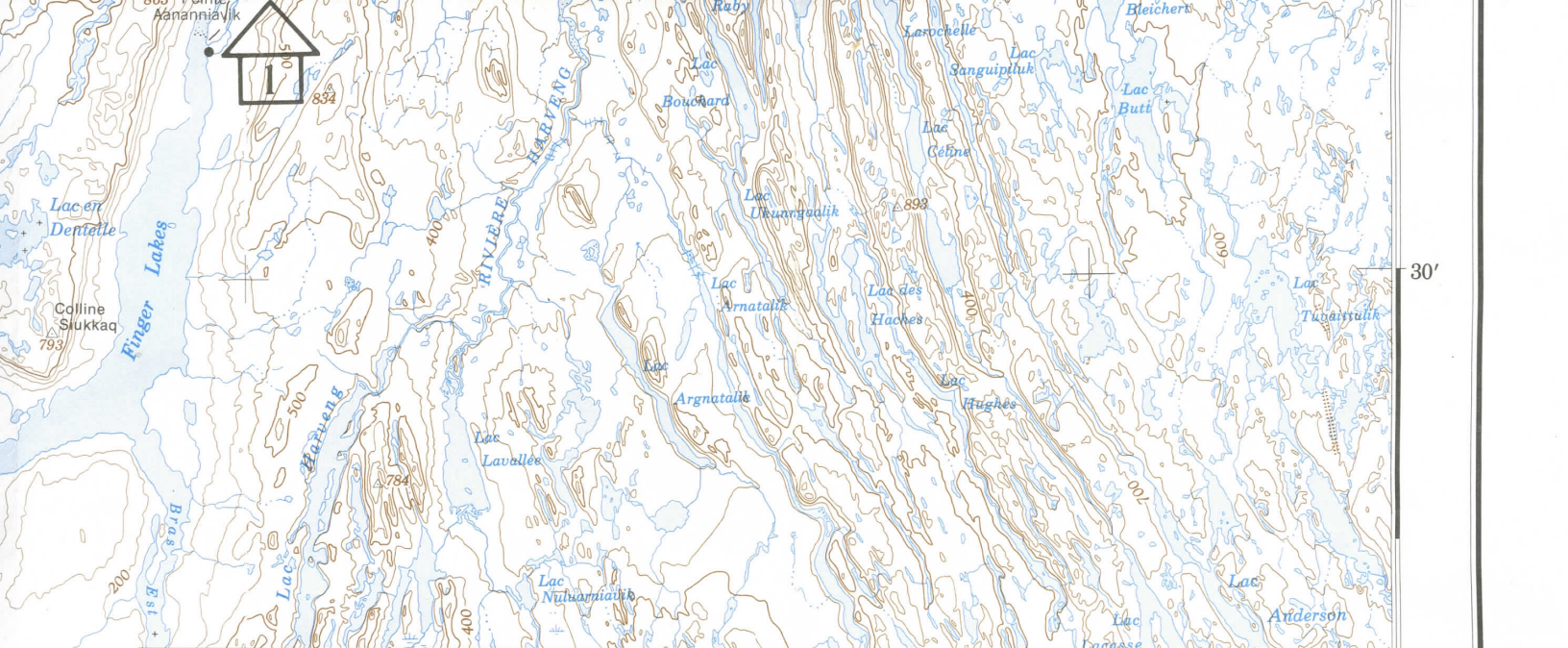
30'

15'



1-1991)  
1-1991)  
1-1991)

71°00'                      45'                      30'                      15'



FINGER LAKES LODGE

σ Δ Δ Δ Δ Δ

**LÉGENDE - LEGEND - ᐃᐱᐱᐅᐅᐅᐅᐅᐅ**

**MARS 1991 - MARCH 1991 - ᐱᐅᐅᐅ 1991**

TOMMY CAIN & SONS  
2525, RUE WATT, LOCAL 12  
SAINTE-FOY (QUÉBEC) G1P 3T2  
TÉL.: (418) 659-6009  
FAX: (418) 659-2586

A/S GERRY A. EMOND  
555, DE CHANTELLE  
CHARLESBOURG (QUÉBEC)  
G1G 2Z3  
TÉL.: (418) 623-9471

**LEL**

LES ENTREPRISES  
LOUDREY INC.

ᐱᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ

TOMMY CAIN & SONS, 2525, RUE WATT, P.P.P. 12, SAINTE-FOY (QUÉBEC) G1P 3T2  
ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ: (418) 659-6009 ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ: (418) 659-2586



Lacs Finger - **Finger Lakes** - σ Δ Δ Δ Δ Δ  
campement principal - **principal camp** - ᐱᐅᐅᐅᐅᐅᐅ



Rivière aux feuilles - **Leaf River** - ᐅᐅᐅ  
près de Rivière Cohade - **near Cohade River** -  
ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅ



Lac Dulhut - **Lake Dulhut** - ᐅᐅᐅᐅᐅ



Rivière aux feuilles - **Leaf River** - ᐅᐅᐅ  
près de Ruisseau Hérault - **near Stream Hérault** -  
ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅ



Rivière aux feuilles - **Leaf River** - ᐅᐅᐅ  
près de Rivière Péladeau - **near Péladeau River** - ᐅᐅᐅᐅᐅ  
ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅ



Lac Guenyeau 1 - **Lake Guenyeau 1** -  
ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ 1



Rivière Péladeau - **Péladeau River** -  
ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅ



Lac Guenyeau 2 - **Lake Guenyeau 2** -  
ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ 2



Lac Jourdan - **Lake Jourdan** - ᐱᐅᐅᐅᐅᐅᐅ



Baie aux feuilles - **Leaf Bay** - ᐅᐅᐅᐅᐅ



Rivière aux feuilles - **Leaf River** - ᐅᐅᐅ  
près de Ruisseau Dufrebois - **near Stream Dufrebois** -  
ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅ



--- chemin - **road** - ᐅᐅᐅᐅ

Cette carte est établie d'après les renseignements tirés de la feuille de carte du Système national de référence cartographique 24L, 24K, ©1983. Sa Majesté la Reine du chef du Canada, avec l'autorisation d'Énergie, Mines et Ressources Canada.

This map is establish according to the informations we had taken on the map sheet of National System of Cartographie reference 24L, 24K, ©1983. Her majesty the Queen of Canada, with the aurtoriation of Energy, Mines and Ressources of Canada.

ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐱᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ



70°00' 45' 69°30'

**From:** Henry Ignatius Smith hismith@mit.edu

**Subject:** Pourvoirie Johnny and Billy Cain/Leaf River

**Date:** March 18, 2019 at 11:42 AM

**To:** Pierre-Luc.Fortin@mern.gouv.qc.ca

**Cc:** Henry Ignatius Smith hismith@mit.edu, Billy Cain billy.cain@live.com, jamu jamujamu@gmail.com, Lingard Craig clingard@krg.ca, Andreeanne.Savard@mffp.gouv.qc.ca, Nathalie.Desjardins@mffp.gouv.qc.ca

SH

Dear Mon. Fortin,

In previous emails I stated that Pourvoirie Johnny and Billy Cain (JBCO) would like to retain the permit associated with file 207007-00-003 for which it has been paying the rental fee for a long time. The reason for this is that JBCO is expanding its salmon fishing outfitting on the Leaf River. This expansion is, in part, to compensate for the loss of caribou hunting as a source of revenue. The so-called up-river cabin under file 207007-00-002 was build around 1971 for caribou hunting and is still being operated by JBCO. I visited the Upriver cabin a few days ago, from March 8 to 11, along with Billy Cain, the manager of JBCO. His father, Johnny Cain, is the owner of JBCO. Johnny Cain, along with his father, Tommy Cain, was the partner to Gerry Emond whose role in the history of outfitting on the Leaf River is described below.

I mentioned in previous emails that JBCO is entirely an Inuit owned corporation which serves as a model for sustainable indigenous economic development in Nunavik. There is a long history here. Beginning in 1971, Les Entreprises Loudrey, Inc. teamed with Tommy Cain of Tasiujaq to set up outfitting operations in the Category II land of Tasiujaq and into nearby Category III land. I've attached copies I made of a map from 1991, the 20th anniversary of Les Entreprises Loudrey's outfitting operations. (I apologize for the poor quality of my copies of that map.)

Page 1 of my copies identifies Les Entreprises Loudrey and the general location. Page 2 shows site {6} and that the Cain family outfitting operations began in 1971. JBCO would like to extend its current permit to include site {6}. This is a location where the salmon hold on their swim upriver. Site {6} is accessible by boat from the Upriver Cabin located on 207007-00-002 and is thus a natural and reasonable location to which JBCO operations should extend.

Page 3 show site {3}, the Upriver camp, site {2} at Dulhut lake, both currently within JBCO's permit, and site {8}, the location of the tent site on 207007-00-003 which I referred to in earlier emails. Page 4 names the various sites and shows that Tommy Cain and his Sons (residents of Tasiujaq) were the partner for Gerry Emond who set up Les Entreprises Loudrey.

In summary, JBCO would like to ensure that its outfitting for salmon fishing on the Leaf River can extend to site 6 on the attached maps, i.e., that no other outfitter will be allowed to prevent JBCO from operating up to site {6}. The long history of Cain family involvement in outfitting on the Leaf River should make this request reasonable and logical.



map.LRiv.pdf

Sincerely yours,

Hank Smith

-----  
Henry I. Smith  
Special Assistant  
Johnny and Billy Cain Outfitters  
437 Peakham Road  
Sudbury, MA 01776  
USA

<http://www.leafriverestuarylodge.com>

email: <[hismith@mit.edu](mailto:hismith@mit.edu)>

tel: 617 253 6865

cell: 617 460 2276

Fax: 617 253 8509

Chibougamau, le 22 août 2019

Monsieur Miles Smart  
Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage  
1080, Beaver Hall, bureau 1420  
Montréal (Québec) H2Z 1S8

**Objet : Transmission – demande 423**

Monsieur,

En conformité avec les Règles de procédure administrative pour les demandes relatives aux pourvoiries dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (RLRQ, c. D-13.1, r. 1.1), je vous transmets, au nom du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, la demande n°423.

Espérant que le tout sera à votre entière satisfaction.

Recevez, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La directrice régionale,



Elizabeth Harvey

p. j. (1)



August 22, 2019

REGISTERED

Chief Noah Swappie  
Naskapi Nation of Kawawachikamach  
1008 Naskapi Road, P.O. Box 5111  
Kawawachikamach  
Nuchimiyuschiy, Québec  
G0G 2Z0

**Subject: Right of First Refusal on Outfitting Application No. 422**

Dear Sir,

Under paragraph 24.9.3 of the James Bay and Northern Quebec Agreement (JBNQA) and by virtue of article 48 of an Act Respecting Hunting and Fishing Rights in the James Bay and New Quebec Territories (RSQ, c. D-13.1) the Cree, Inuit and Naskapi people have a right of first refusal to operate as outfitters in Category III lands within their respective areas of primary and common interest.

You will find enclosed a copy of Block 9 of Naskapi area of interest listed applications for authorizations concerning outfitting, in which the following application has been entered:

No. 422    Transfer of permit (#10572) from "Les Aventures Jack Hume inc" to Joshua McGee & Marcus Magee

This application has been reviewed by the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC) and approved by the Minister in conformity with articles 7, 8 and 9 of the "*Règles de procédure administrative pour les demandes relatives aux pourvoies dans les territoires de la baie James et du Nouveau-Québec*". Under paragraph 24.9.7 of the JBNQA and by virtue of article 51 of the Act, the Naskapi Nation of Kawawachikamach has up to four months upon receipt of this notice to reply in writing to the HFTCC indicating whether or not it or any Naskapi person it designates intends to exercise the right of first refusal on the above-cited application. Failure to reply within this delay will result in the lapsing of the right of first refusal on the application. Please be advised that these "*Règles de procédure*" require that the HFTCC receive a written acknowledgement of receipt of this letter.

The members of the Naskapi party to the HFTCC have been supplied comprehensive files for this application. However please do not hesitate to contact me if you should require further information.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink that reads "Miles Smart". The signature is written in a cursive style with a large initial "M".

Miles Smart  
Executive Secretary

- c.c. Alexandre Ancil, Responsible for outfitting files, Northern Quebec Wildlife Management Directorate, MFFP
- Elizabeth Harvey, Director of Wildlife Management, Northern Quebec Wildlife Management Directorate, MFFP
- David Swappie, Deputy Chief, Naskapi Nation of Kawawachikamach
- Edward Shecanapish, Manager, Naskapi Community Center
- Natalie D'Astous, Advisor, Naskapi Nation of Kawachikamach

Encl. (1)

PAR COURRIEL

Chibougamau, le 22 août 2019

Monsieur Miles Smart  
Secrétaire-trésorier  
Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage  
1080, côte du Beaver Hall, bureau 1420  
Montréal (Québec) H2Z 1S8

**Objet : Suivi des résolutions du CCCPP 19-20 :01, 2, 3, 4 et 7**

Monsieur le Secrétaire-trésorier,

La présente lettre vise à confirmer que le Ministère a pris connaissance des résolutions 19-20:01, 2, 3, 4, 6 et 7 du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP) reçues le 18 juin 2019 et adoptées par le CCCPP, lors de sa séance ordinaire tenue par conférence téléphonique le 23 mai dernier.

Ainsi, le Ministère a donné suite favorablement aux résolutions 19-20:01 et 19-20:2, en autorisant la mise en œuvre du programme de pêche sur glace 2019 et en refusant le renouvellement du programme de pêche sportive pour l'été 2019 de Mine Raglan. Vous trouverez d'ailleurs ci-jointe, la lettre de réponse qui a été transmise à Monsieur Guy Dufour, surintendant en Environnement de la Mine Raglan, une compagnie de Glencore.

Également, le Ministère a donné suite favorablement aux résolutions 19-20:03 et 19-20:4, en autorisant la mise en œuvre du programme de pêche sportive 2019 des employés de projet Nunavik nickel de Canadian Royalties inc. au Camp expo camp/lac Bombardier, tel que modifié par le CCCPP, le tout sans préjudice au droit d'exploitation reconnu aux bénéficiaires par les dispositions de la CBJNQ et en refusant le programme de pêche sportive 2019 à la baie Déception. Vous trouverez d'ailleurs ci-jointe, la lettre de réponse qui a été transmise à M<sup>me</sup> Line Cloutier, récréologue à la mine Canadian Royalties inc.

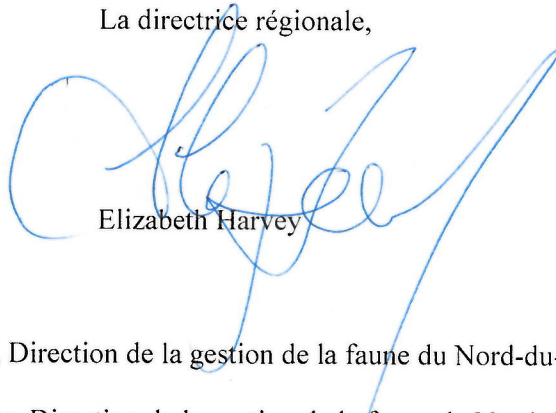
Concernant la résolution 19-20:07, étant donné que le transfert du permis de la pourvoirie n° 10572 est assujéti au droit de premier choix des autochtones, nous vous prions de traiter la demande 422 conformément à l'article 51 de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (RLRQ, chapitre D-13.1).

... 2



Veillez recevoir, Monsieur le Secrétaire-trésorier, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La directrice régionale,



Elizabeth Harvey

EH/jb/ct

p. j. (2)

- c. c. M<sup>me</sup> Laurie Beaupré, biologiste, Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec, MFFP
- MM. Alexandre Anctil, biologiste, Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec, MFFP
- Guy Belzile, commandant, directeur p.i., Direction de la protection de la faune du Nord-du-Québec par intérim, MFFP
- Maxime Boily, Direction des relations avec les nations autochtones, MFFP
- Stéphane Cossette, Unité directionnelle du soutien aux opérations, MFFP
- Pierre Turgeon, coordonnateur aux dossiers des affaires autochtones, Bureau de la sous-ministre associée à la Faune et aux Parcs, MFFP



[PAR COURRIER ET COURRIEL]

23 août 2019

**L'Honorable Catherine McKenna**

Ministre de l'Environnement et du Changement climatique  
200 Boulevard Sacré-Cœur  
Gatineau, Québec K1A 0H3

**Ron Hallman**

Président, Agence canadienne de l'évaluation environnementale  
Administrateur fédéral, chapitre 22 de la CBJNQ  
160 Rue Elgin, 22<sup>e</sup> étage  
Ottawa, Ontario K1A 0H3

**Objet : Commentaires sur un arrêté ministériel établissant les catégories de projets et activités qui auront des effets négligeables en territoire domaniale**

Madame la ministre,  
Monsieur Hallman,

Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ) est l'interlocuteur officiel et privilégié des gouvernements responsables sur le territoire de la Baie-James. Le comité conseille les gouvernements concernant l'élaboration de politiques, de lois, de règlements et d'initiatives ayant une incidence sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre 22). Il surveille l'administration du processus d'évaluation et d'examen des répercussions de projets du chapitre 22 et peut présenter des recommandations à cet égard.

Avant de présenter nos commentaires spécifiques concernant les modifications au règlement décrites dans le [Document de consultation sur un arrêté ministériel établissant les catégories de projets sur le territoire domaniale et à l'étranger dont la réalisation n'entraînera que des effets environnementaux négatifs négligeables](#), nous croyons qu'il est nécessaire de réitérer un enjeu important soulevé par le CCEBJ relativement aux périodes de commentaires fournies dans le cadre d'initiatives similaires liées aux projets de loi C-68 et C-69. Le temps alloué à la consultation est insuffisant, soit moins de 30 jours ouvrables. De plus, l'arrêté ministériel sera publié dans la partie II de la Gazette du Canada et ne sera pas ouvert pour commentaires du public. Toutes les initiatives de cette nature devraient laisser suffisamment de temps pour les commentaires et les versions préliminaires devraient être mises à disposition.

À l'avenir, nous suggérons de clarifier la nature de ces « exercices de consultation » étant donné que l'engagement du public et des communautés autochtones à soumettre ses commentaires sur un document de consultation par téléchargement d'un document en ligne ne constitue pas une consultation sur un arrêté ministériel officiel.

Ceci étant dit, le CCEBJ appuie l'intention du Canada de concentrer les ressources sur des projets et des activités susceptibles d'entraîner des effets environnementaux importants. Les commentaires et recommandations qui suivent sont donc fournis afin de s'assurer que le Canada tienne compte de certaines réalités contextuelles concernant le Territoire de la Baie-James et le chapitre 22 de la CBJNQ avant de finaliser l'arrêté ministériel pour en assurer la cohérence et la mise en œuvre.

Le Canada doit prendre note des réalités contextuelles suivantes :

- Selon le chapitre 5 de la CBJNQ, nous sommes d'avis qu'aucune catégorie de terres dans le Territoire de la Baie-James, que ce soit des terres I, II ou III, est visée par la définition de « territoire domaniale » de la Loi sur l'évaluation d'impact;
- Le processus d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social prévu au chapitre 22 de la CBJNQ s'applique à l'ensemble du Territoire de la Baie James, que ce soit en terres I, II ou III, tel que défini au chapitre 5 de la CBJNQ. Un projet pourrait donc faire l'objet d'une évaluation et d'un examen selon le processus du chapitre 22, même s'il était exclu d'une évaluation en terres domaniales en vertu de la Loi sur l'évaluation d'impact ;<sup>1</sup>
- Les Cris jouissent d'un statut particulier et d'une participation spéciale plus grande que celle normalement prévue pour le grand public par le truchement de mécanismes de consultation ou de représentation lorsqu'il est nécessaire pour protéger les droits et garanties des Autochtones établis en vertu de la CBJNQ (alinéa 22.2.2).

À la lumière des réalités contextuelles mentionnées plus haut, nous recommandons ce qui suit afin que l'initiative actuelle et sa mise en œuvre ultérieure, une fois l'arrêté ministériel finalisé, se fasse dans l'esprit et l'intention du chapitre 22 de la CBJNQ et en considérant le statut particulier de participation des Cris :

1. Le Canada devrait informer les parties concernées de la CBJNQ, de même que le CCEBJ, s'il considère que des terres domaniales, au sens de la Loi sur l'évaluation d'impact, existent dans le Territoire de la Baie James et, si oui, où celles-ci sont situées et à quelles fins elles sont utilisées.
2. Dans le cas où il y aurait des terres domaniales dans le Territoire de la Baie-James :
  - pour assurer la clarté dans le contexte de la CBJNQ, le Canada devrait préciser comment les modalités pour la mise en œuvre de l'arrêté ministériel s'appliqueront dans le Territoire de la Baie-James, et comment elles tiendront compte de l'existence des procédures prévues au chapitre 22 de la CBJNQ.
  - il y aura lieu de prévoir des avis, des consultations et des mesures d'accommodements adéquates avant le début de tous les projets et activités qui doivent se dérouler dans les communautés cries, aussi routinières ou mineures soient-ils.

Finalement, nous notons que le document de consultation mentionne que des directives techniques seront élaborées pour clarifier et uniformiser l'approche adoptée par les autorités fédérales. Les projets de directives seront publiés sur le site Internet l'Agence et des commentaires seront sollicités et pris en compte avant de finaliser les directives. Conformément à notre mandat, nous désirons émettre des commentaires supplémentaires sur les documents d'orientation connexes dès qu'ils seront disponibles.

---

<sup>1</sup> La liste des catégories dans l'arrêté ministériel ne sera pas équivalente à la liste des projets exemptés des examens de la procédure du chapitre 22 de la CBJNQ (c.-à-d. l'annexe 2 du chapitre 22).

Cordialement,

*[ORIGINAL SIGNÉ]*

Melissa Saganash  
Présidente

cc: Benjamin Patenaude, secrétaire exécutif, Comité consultatif de l'environnement Kativik  
Miles Smart, secrétaire exécutif, Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage  
Isaac Voyageur, directeur, Service de l'environnement et des travaux correcteurs, Gouvernement de la Nation Crie



Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James  
James Bay Advisory Committee on the Environment  
ᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲ ᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲᑲᑲ ᑲᑲ

[BY EMAIL AND MAIL]

August 23, 2019

**The Honourable Catherine McKenna**  
Minister of the Environment and Climate Change  
200 Sacré-Cœur Boulevard  
Gatineau, Québec K1A 0H3

**Ron Hallman**  
President, Canadian Environmental Assessment Agency  
Federal Administrator, Section 22 assessment and review procedure  
Place Bell Canada  
160 Elgin Street, 22<sup>nd</sup> Floor  
Ottawa, Ontario K1A 0H3

**Subject: Comments on a Ministerial Order that sets out classes of projects and activities that will cause insignificant adverse effects on federal lands**

Minister McKenna,  
Mister Hallman,

The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) is the preferential and official advisory forum for responsible governments concerning the James Bay Territory. The JBACE advises the governments concerning the the formulation of laws, regulations, policies and measures that may affect the environmental and social protection regime of the *James Bay and Northern Québec Agreement* (Section 22). It oversees the administration of the Section 22 environmental and social impact assessment and review procedure for development projects and may issue recommendations in this regard

Prior to outlining our specific comments pertaining to the [Consultation Paper on a Ministerial Order that sets out the classes of Projects on Federal Lands and Outside Canada that will cause only Insignificant Adverse Environmental Effects](#), we feel it necessary to reiterate an important issue that the JBACE expressed regarding the commentary periods provided in the context of similar initiatives linked to Bills C-68 and C-69. The time provided was inadequate, amounting to less than 30 business days. And, the Ministerial Order will be published in Part II of the *Canada Gazette* and will not be open for public commentary. All initiatives of this nature should allow sufficient time for comment and the actual drafts should be made available.

Moving forward, we suggest that the nature of such 'commentary exercises' be clarified given that the engagement of the public and Indigenous communities to comment on a Consultation Paper through online correspondence does not constitute consultation on an official Ministerial Order.

Having said this, the JBACE concurs with Canada's intention to focus resources on projects and activities that are likely to cause significant environmental effects. The ensuing comments and recommendations are thus provided to ensure that Canada accounts for certain contextual realities regarding the James Bay Territory and Section 22 of the JBNQA prior to finalizing the Ministerial Order to ensure coherence and implementation.

Canada must take note of the following contextual realities:

- Per Section 5 of the JBNQA, we are of the opinion that no category of lands in the James Bay Territory, whether they are Category I, II or III lands, fall within the definition of “federal lands” of the *Impact Assessment Act*;
- The environmental and social impact assessment and review procedure of Section 22 of the JBNQA applies throughout the James Bay Territory, whether it be on Category I, II or III lands, as set out in Section 5 of the JBNQA. A project may thus still be the object of an assessment and a review per the Section 22 procedure even if it is exempted from an assessment under the *Impact Assessment Act*;<sup>1</sup>
- The Cree enjoy a special status of involvement over and above that provided for in procedures involving the general public through consultation or representative mechanisms wherever such is necessary to protect or give effect to the rights and guarantees in favour of the Native people established by and in accordance with the JBNQA (paragraph 22.2.2).

In light of these contextual realities mentioned above, we recommend the following so that the current initiative and its subsequent implementation, once the Ministerial Order is finalized, will occur in the spirit and intent of section 22 of the JBNQA while also considering the Cree’s special status of involvement:

1. Canada should inform the concerned parties of the JBNQA, and the JBACE, if it considers that “federal lands,” as defined in the *Impact Assessment Act*, exist in the James Bay Territory; and, if so, confirm their location and their use.
2. In the case that there are federal lands in the James Bay Territory:
  - To ensure clarity in the context of the JBNQA, Canada should outline how the procedures for the implementation of the Ministerial Order will apply in the James Bay Territory and how these procedures will account for the existence of the procedures set out in Section 22 of the JBNQA.
  - Appropriate notification, consultation and accommodation should take place before the commencement of all projects and activities that are to occur in Cree communities, no matter how routine or minor they are.

Finally, we note that the Consultation Paper mentions that technical guidance will be developed to provide clarity and consistency in the approach taken by federal authorities for implementation of the Order. Drafts will be published on the Agency’s website and comments will be solicited and considered prior to finalizing the guidance. True to our mandate, we look forward to providing additional comments on associated guidance materials once they are made available.

---

<sup>1</sup> The list of classes in the Ministerial Order will not be equivalent to the list of projects that are exempted from reviews per the procedure set out in Section 22 of the JBNQA (i.e. Schedule 2 of Section 22).

Please accept my most cordial regards,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'M. Saganash', with a small dot at the end.

Melissa Saganash  
Chairperson

cc: Benjamin Patenaude, Executive Secretary, Kativik Environmental Advisory Committee  
Miles Smart, Executive Secretary, Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee  
Isaac Voyageur, Director of Environment and Remedial Works, Cree Nation Government



Le 26 août 2019

PAR COURRIEL

Monsieur le Ministre Pierre Dufour,  
Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, A-301  
Québec (Québec) G1H 6R1  
ministre-mffp@mffp.gouv.gc.ca

**Objet : Résolution 19-20:09**

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, les dispositions de l'alinéa 24.4.34 de la Convention de la Baie-James et du Nord-québécois (CBJNQ) prévoient la communication des décisions et recommandations du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP), créé en vertu du Chapitre 24 de cette convention, au gouvernement responsable.

Conformément à ces dispositions, veuillez trouver ci-joint copie d'une résolution récemment adoptée par le CCCPP, portant sur le saumon atlantique. Cette résolution aurait dû vous être envoyée il y a plusieurs semaines, mais en raison d'une erreur cela n'a pas été fait et nous l'envoyons aujourd'hui.

Recevez, Monsieur le Ministre, au nom du CCCPP, l'assurance de ma considération distinguée.

Le secrétaire exécutif,

Miles Smart

P. J. (1)

- c.c. Madeleine Fortin, Sous-ministre associée à la Faune et aux Parcs  
Lucie Ste-Croix, Sous-ministre associé aux opérations régionales, MFFP  
Elizabeth Harvey, Directeur, Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec,  
MFFP  
Érick Couillard, Conseiller politique, Cabinet du ministre, MFFP  
Démosthène Blasi, Directeur du Bureau de la sous-ministre et secrétaire du ministère,  
MFFP





PAR COURRIEL

Chibougamau, le 28 août 2019

Monsieur Henry Ignatus Smith  
Pourvoirie Johnny and Billy Cain inc.  
[hismith@mit.edu](mailto:hismith@mit.edu)

N/Réf. : 10625

**Objet : Demande d'agrandissement du territoire d'opération au permis de pourvoirie  
Johnny and Billy Cain inc.**

Monsieur,

La présente lettre a pour but d'assurer le suivi de votre demande d'agrandissement, à votre permis de pourvoirie sur votre territoire d'opération le long de la rivière aux feuilles.

Veillez prendre note que pour le moment, nous ne pouvons traiter votre demande. En effet, le moratoire sur l'agrandissement ou l'ajout de nouvelles pourvoiries est toujours en vigueur. Avant de procéder à sa levée, le ministère doit discuter avec le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP) afin de bien circonscrire les enjeux, appréhensions et attentes.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec M. Alexandre Anctil, biologiste, au n° de téléphone 418 748-7701, poste 231.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice régionale,

Elizabeth Harvey

EH/AA/ks

c. c. M. Alexandre Anctil, biologiste, Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec,  
MFFP

## Courtesy translation

BY E-MAIL

Chibougamau, August 28, 2019

Mr. Henry Ignatus Smith  
Johnny and Billy Cain Outfitters Inc.  
[hismith@mit.edu](mailto:hismith@mit.edu)

Our Ref. 10625

**Re: Request to expand the operating area on the outfitting licence of Johnny and Billy Cain Outfitters Inc.**

Dear Sir,

The purpose of this letter is to follow up on your request for an expansion, on your outfitter's licence, of your operating area along the Leaf River.

Please note that we are unable to process your request at the present time. The moratorium on expansions and additions of new outfitters is still in force. Before it is lifted, the Ministère must talk to the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee (HFTCC) in order to identify any issues, concerns or expectations.

If you have questions, please do not hesitate to contact Alexandre Anctil, biologist, by calling 418 748-7701, ext. 231.

Yours sincerely,

Elizabeth Harvey,  
Regional Manager.

EH/AA/ks

c. c. Alexandre Anctil, Biologist, Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec,  
MFFP





Consultations with wildlife boards and communities within the jurisdictions will only begin in the fall or early winter of 2019. The process to determine the new harvest limits will take some time, as it will involve multiple jurisdictions and their relevant communities, as well as several wildlife management boards and co-management partners. Our recommendation to Canada's Scientific Authority would be to initiate a review of the NDF for the SH polar bear subpopulation after the harvest risk assessment is complete, a clear management objective has been identified and agreed to by all the jurisdictions involved in the process.

Regards,

Drikus Gissing  
Director of Wildlife

Cc: Jimmy Noble Jr., Deputy Minister  
Steve Pinksen, A/Deputy Minister

Le 13 septembre 2019

Madame Mandy Gull  
Présidente  
Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage  
1080, côte du Beaver Hall, bureau 1420  
Montréal (Québec) H2Z 1S8

Madame la Présidente,

La délégation du Québec aimerait revenir sur un incident qui est survenu lors de la dernière rencontre du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage les 4 et 5 septembre 2019 à Kangiqsujuaq. Effectivement, le 5 septembre 2019, lors de la présentation des travaux d'inventaire de la rivière Caniapiscau sur le caribou forestier, effectuée par une représentante de la Direction de la gestion de la faune de la Côte-Nord, un membre de la délégation crie a eu des propos irrespectueux envers cette invitée ainsi qu'envers les membres de la délégation du Québec. Son comportement était agressif et laissait peu de place à des échanges constructifs.

Bien que nous comprenons que les délégations peuvent avoir de profondes préoccupations et des opinions divergentes, il n'est pas justifié d'utiliser ce genre de propos envers une autre délégation ou un invité.

Le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage se veut un lieu d'échanges entre experts sur les questions fauniques afin de dégager des recommandations communes. Les discussions doivent être ouvertes, constructives et respectueuses. Les membres des délégations et leurs invités sont des représentants de leur organisation et des porte-paroles et, en aucun cas, ils ne méritent d'être traités de la sorte.

Nous souhaitons qu'un suivi soit fait afin que ce genre d'incident ne se reproduise plus.

Veuillez recevoir, Madame la Présidente, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La délégation du Québec

c.c. MM. Miles Smart, secrétaire exécutif, CCCPP  
Isaac Voyageur, directeur de l'environnement et administrateur régional en  
environnement, Gouvernement de la nation crie

## COURTESY TRANSLATION

September 13, 2019

Ms. Mandy Gull  
Chairperson  
Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee  
1080, côte du Beaver Hall, bureau 1420  
Montréal (Québec) H2Z 1S8

Dear Ms. Gull:

The Québec party to the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee would like to revisit something that happened at the committee's last meeting, held in Kangiqsujaq on September 4 and 5. On September 5, a guest from the Direction de la gestion de la faune de la Côte-Nord was presenting the woodland caribou survey work carried out on the Caniapiscou river when a member of the Cree party made remarks that were disrespectful of the guest as well as of the members of the Québec party. His aggressive behaviour impeded any form of constructive discussion.

While we understand that the parties can have serious concerns and diverging views, there is no justification for inappropriate and disrespectful behaviour toward another party or a guest.

The Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee is intended to be a forum for discussion of wildlife issues between experts with a view to identifying common recommendations. To that end, discussions must be open, constructive and respectful. The members of each party and their guests represent and speak for the bodies that delegated them, and they do not deserve to be treated in such a manner under any circumstances.

We wish that a follow up will be done to ensure that this type of thing does not happen again.

Yours truly,

The Québec party

cc: Miles Smart, Executive Secretary, HFTCC  
Isaac Voyageur, director of Environment and Remial Works Department, Cree Nation  
Government



**LP<sup>ᑭᑭ</sup>ᑭ**  
**Société Makivik**  
**Makivik Corporation**

September 16, 2019

Cecilia Lougheed  
 Head, CITES Scientific Authority  
 Canadian Wildlife Service  
 Environment and Climate Change Canada  
[ec.scientifcauthority.ec@canada.ca](mailto:ec.scientifcauthority.ec@canada.ca)  
 819-938-3961

**Re: Southern Hudson Bay polar bear CITES NDF**

Dear Ms. Lougheed;

Makivik Corporation acknowledges receipt of your letter dated July 30, 2019 requesting pertinent information for the Canadian CITES Scientific Authority's review of the Southern Hudson Bay polar bear non-detriment finding (NDF). Like the Government of Nunavut, Nunavut Tunngavik Inc., and others, Makivik Corporation considers it premature to undertake a review of the current positive NDF for the Southern Hudson Bay (SH) polar bear subpopulation at this time.

As you have been made aware, a multi-jurisdictional working group has been tasked with providing options and/or recommendations to the relevant wildlife co-management authorities, including Environment and Climate Change Canada, who share responsibility for managing the SH polar bear subpopulation. The working group has examined harvest levels, abundance and distribution estimates, life history traits, and adjacent subpopulation trends to produce a quantitative harvest risk assessment for SH bears. This tool will soon be finalized and provided to wildlife co-management authorities to support any decisions related to management objectives, Total Allowable Take or Harvest, and non-quota limitations that may be considered.

A review of the NDF for the SH subpopulation would conceivably be based on an examination of information similar to that considered in the harvest risk assessments. Wildlife co-management authorities are expected to undertake a review of current management objectives and harvest restrictions based on this new information. Consequently, it would be premature for the CITES Scientific Authority to draw conclusions on the sustainability of current harvest levels given the likelihood that these will change based on the new information.

Makivik Corporation also wishes to stress the importance of utilizing the Nunavik Marine Region Wildlife Board *Inuit Knowledge of Polar Bear* study to augment the currently

... / 2

[www.makivik.org](http://www.makivik.org)

○ **Head Office • Siège social**  
 C.P. 179  
 Kuujuaq QC J0M 1C0  
 Tél. (819) 964-2925  
 Fax (819) 964-2613

○ **Montréal**  
 1111, boul. D' Frederik-Philips 3<sup>e</sup> étage  
 St-Laurent QC H4M 2X6  
 Tél. (514) 745-8880  
 Fax (514) 745-3700

○ **Québec**  
 555, Grand-Allée E.  
 Québec QC G1R 2J5  
 Tél. (418) 522-2224  
 Fax (418) 522-2636

Cecilia Lougheed  
September 16, 2019  
2 | Page

---

sparse collection of Inuit and Indigenous Knowledge on Southern Hudson Bay polar bears that is available to the CITES and considers that these data will be essential in reviewing the Southern Hudson Bay polar bear NDF.

Lastly, Makivik Corporation would like to address the timing of your letter. As you might be aware, many Inuit, including many employees at Makivik Corporation, use the summer months for vacation, and are often camping on the land with limited means of communications. For Makivik Corporation, this means that consultation with our constituency is virtually impossible. Thus, in the future, if the CITES Scientific Authority is desiring meaningful input by Nunavik Inuit, engagement is best not attempted during the months of July and August.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gregor Gilbert', with a long horizontal stroke extending to the right.

Gregor Gilbert  
Director  
Department of Environment, Wildlife, and Research  
Makivik Corporation





Le 20 septembre 2019

PAR COURRIEL

Monsieur le Ministre Pierre Dufour,  
Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, A-301  
Québec (Québec) G1H 6R1  
ministre-mffp@mffp.gouv.gc.ca

**Objet : Résolution 19-20:12 – Demande de transfert de pouvoir N° 423**

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, les dispositions de l'alinéa 24.4.34 de la Convention de la Baie-James et du Nord-québécois (CBJNQ) prévoient la communication des décisions et recommandations du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP), créé en vertu du Chapitre 24 de cette convention, au gouvernement responsable.

Conformément à ces dispositions, veuillez trouver ci-joint copie d'une résolution récemment adoptée par le CCCPP, portant sur une demande de transfert de pouvoir.

Recevez, Monsieur le Ministre, au nom du CCCPP, l'assurance de ma considération distinguée.

Le secrétaire exécutif,

Miles Smart

P. J. (1)

- c.c. Madeleine Fortin, Sous-ministre associée à la Faune et aux Parcs  
Lucie Ste-Croix, Sous-ministre associé aux opérations régionales, MFFP  
Elizabeth Harvey, Directeur, Direction de la gestion de la faune du Nord-du-Québec,  
MFFP  
Érick Couillard, Conseiller politique, Cabinet du ministre, MFFP  
Démosthène Blasi, Directeur du Bureau de la sous-ministre et secrétaire du ministère,  
MFFP